

Berne, 22.05.2024

Stratégie de coopération internationale 2025 à 2028 (stratégie CI 2025–2028)

Rapport sur les résultats de la consultation



Table des matières

1	Contexte	3
2	Procédure de consultation	3
2.1	Éléments fondamentaux du projet en consultation	3
2.2	Déroulement de la procédure de consultation	4
3	Résultats de la consultation	5
3.1	Aperçu	5
3.2	Question 1 : réponses	7
3.2.1	Question 1 : vue d'ensemble des réponses (<i>graphique 3</i>)	7
3.2.2	Question 1 : réponses des cantons	8
3.2.3	Question 1 : réponses des partis politiques	8
3.2.4	Question 1 : réponses des associations	8
3.2.5	Question 1 : réponses des autres milieux intéressés	9
3.2.6	Question 1 : remarques sur les objectifs de développement et les objectifs spécifiques	9
3.3	Question 2 : réponses	15
3.3.1	Question 2 : vue d'ensemble des réponses	15
3.3.2	Question 2 : réponses des cantons	16
3.3.3	Question 2 : réponses des partis politiques	16
3.3.4	Question 2 : réponses des associations	17
3.3.5	Question 2 : réponses des autres milieux intéressés	17
3.4	Question 3 : réponses	18
3.4.1	Question 3 : vue d'ensemble des réponses	18
3.4.2	Question 3 : réponses des cantons	20
3.4.3	Question 3 : réponses des partis politiques	21
3.4.4	Question 3 : réponses des associations	22
3.4.5	Question 3 : réponses des autres milieux intéressés	23
3.5	Autres commentaires	25
	Annexe : liste des participants à la consultation	32

Pour faciliter la lecture du rapport, les dénominations sont abrégées tel que ci-dessous dans le présent rapport :

Cantons	Cantons
Partis politiques	Partis
Associations faitières de l'économie qui œuvrent au niveau national, fédérations et organisations professionnelles	Associations
ONG, fondations et associations de particuliers	Organisations
Commissions extraparlimentaires	Commissions
Cercles académiques et de recherche	Institutions académiques
Églises	Églises
Particuliers	Particuliers

1 Contexte

Lors de sa séance du 5 avril 2023, le Conseil fédéral a mené une discussion sur les axes de travail pour la préparation du message sur la stratégie de coopération internationale 2025 à 2028 (stratégie CI 2025–2028). Dans leur note de discussion soumise au Conseil fédéral, le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) proposaient de soumettre un rapport explicatif (ébauche du message) à une consultation facultative¹.

La procédure de consultation permet de récolter l'avis des cantons, des partis politiques représentés à l'Assemblée fédérale, des communes, des villes et des régions de montagne, des associations faîtières de l'économie et des autres milieux concernés. La consultation publique facultative relative à la stratégie de coopération internationale 2021 à 2024, menée à l'été 2019, avait été bien accueillie et avait contribué favorablement au débat. Il a donc été décidé de soumettre l'ébauche de la stratégie CI 2025–2028 à une consultation facultative.

Par cette consultation facultative, le DFAE et le DEFR voulaient s'assurer que l'action que la Suisse entend apporter dans le cadre de la coopération internationale aux défis globaux (pauvreté, inégalités, crises humanitaires, conflits armés, défis migratoires, violations des droits de l'homme, dégradation des ressources naturelles, conséquences du changement climatique, etc.) bénéficie d'un large soutien.

2 Procédure de consultation

2.1 Éléments fondamentaux du projet en consultation

La notion de coopération internationale (CI) regroupe les instruments de l'aide humanitaire, de la coopération au développement, la coopération économique au développement ainsi que de la promotion de la paix et des droits de l'homme. La CI est mise en œuvre par le DFAE et le DEFR. Tous les quatre ans, le Conseil fédéral définit les axes stratégiques et le cadre financier pour remplir la mission en matière de CI de la Suisse, telle que définie dans les lois concernées.

Le rapport explicatif exposait l'orientation stratégique de la CI suisse pour la période 2025 à 2028 et proposait cinq crédits d'engagement d'un montant total de 11,45 milliards de francs. Sur cette somme, un montant d'1,5 milliard de francs était prévu pour l'Ukraine et la région pour les années 2025 à 2028.

Le rapport explicatif proposait de maintenir l'orientation stratégique de la stratégie CI 2021–2024, cette dernière ayant permis une réponse flexible aux crises et aux conflits de ces dernières années. Cette orientation se caractérise par

- les trois critères d'analyse : 1) les besoins sur place, 2) les intérêts de la Suisse à long terme et 3) la valeur ajoutée de la CI suisse en comparaison internationale ;
- les quatre objectifs de développement que sont 1) le développement humain, 2) le développement économique durable 3) le climat et l'environnement, 4) la paix et la gouvernance ;
- la focalisation sur quatre régions prioritaires à savoir l'Afrique subsaharienne, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, l'Asie ainsi que l'Europe de l'Est ;
- la consolidation de l'engagement avec le secteur privé et la promotion des nouvelles technologies.

Afin de répondre au mieux au contexte, les changements suivants avaient été apportés :

- une augmentation du crédit d'engagement de l'aide humanitaire ;
- des objectifs spécifiques pour répondre aux défis actuels suivants : la santé, la migration, la promotion du secteur privé local et de conditions cadres favorables, la lutte contre la faim, l'eau et la transition énergétique, le renforcement des institutions démocratiques, les droits de participation et l'égalité des genres ainsi que l'état de droit et la séparation des pouvoirs ;
- un engagement efficace et ciblé au niveau multilatéral pour faire face aux multiples crises et conflits ;

¹ Il s'agissait d'une procédure de consultation facultative au sens de l'art. 3, al. 2 de la loi fédérale du 18 mars 2005 sur la procédure de consultation (RS 172.061). Le DFAE et le DEFR considèrent que les critères pour une procédure de consultation obligatoire au sens de l'art. 3, al. 1 de ladite loi ne sont pas remplis.

- des actions concrètes au plus près des acteurs locaux pour assurer la pertinence, la pérennité et le transfert de leur gestion ;
- une valorisation de l'expertise suisse.

La guerre en Ukraine, ses évolutions encore inconnues et ses conséquences occupaient une place importante dans le projet. La proposition soumise en consultation permettait le maintien de l'engagement de la CI dans le reste du monde selon la tradition suisse et ses intérêts.

2.2 Déroulement de la procédure de consultation

La consultation sur la stratégie de coopération internationale 2025 à 2028 a été ouverte par le DFAE et le DEFR le 20 juin 2023 lors d'une conférence de presse et s'est achevée le 20 septembre 2023.

Les participants ont été invités à répondre aux trois questions suivantes :

- 1) **Objectifs de la CI suisse** : *estimez-vous les quatre objectifs de développement et les objectifs spécifiques retenus pertinents (cf. ch. 3.3.2 du rapport explicatif) ?*
- 2) **Focalisation géographique** : *estimez-vous la focalisation géographique proposée pertinente (cf. ch. 3.3.3 du rapport explicatif) ?*
- 3) **Ukraine** : *soutenez-vous l'allocation des ressources proposée pour l'Ukraine (cf. ch. 3.4 du rapport explicatif) ?*

Les avis reçus sont au nombre de 219. Ont donné leur avis : 23 cantons, 6 partis politiques représentés dans l'Assemblée fédérale et 1 parti jeune, 11 associations faïtières de l'économie qui œuvrent au niveau national, fédérations et organisations professionnelles, 172 autres milieux et organisations intéressés et 6 particuliers. La liste des participants est présentée dans l'annexe au présent rapport.

Tous les avis, la liste des destinataires, de même que tous les autres documents relatifs à cette consultation, ont été publiés sur la plateforme de publication du droit fédéral : www.fedlex.admin.ch > Accueil > Procédures de consultation > Terminées > 2023 > DFAE.

3 Résultats de la consultation

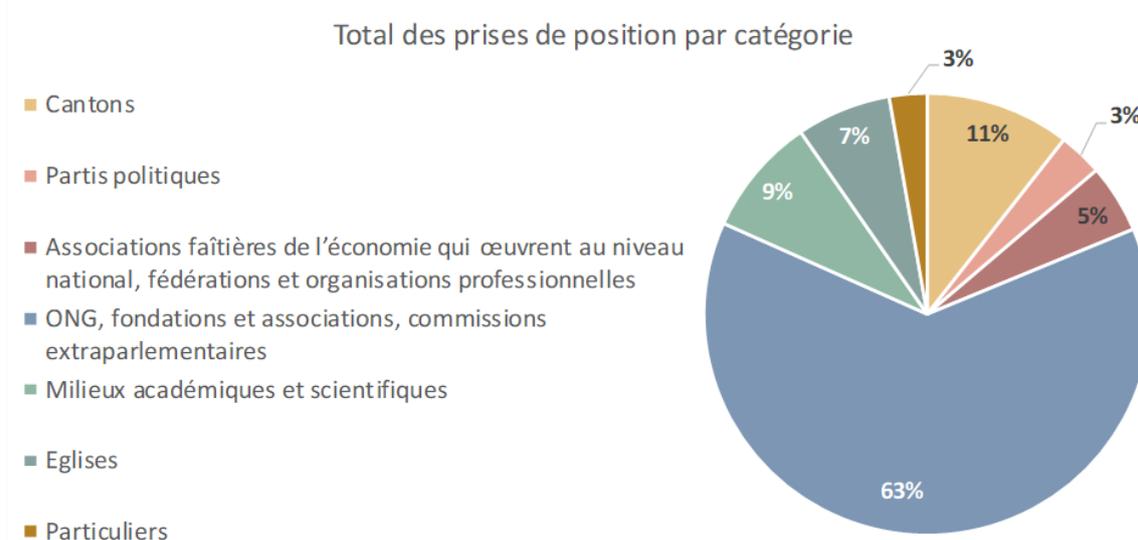
3.1 Aperçu

219 avis ont été reçus dans le cadre de la consultation. La participation est de 12 % inférieure à celle de la consultation publique qui a eu lieu en 2019 sur la stratégie CI 2021–2024, pour laquelle 249 avis avaient été reçus.

La plupart des avis ont abordé les trois questions posées. Pour les deux premières questions (objectifs et focalisation géographique), les avis sont majoritairement favorables, avec un appui aux propositions faites et/ou des demandes de précisions. Pour la troisième question (Ukraine), si un engagement fort en Ukraine reçoit un large soutien, les avis sont critiques quant à la proposition de financement. Au-delà des trois questions, les thèmes les plus spontanément abordés ont été le taux d'aide publique au développement (APD) par rapport au revenu national brut (RNB) et les montants financiers de la CI, la proposition d'augmentation du budget de l'aide humanitaire ainsi que la transparence de la présentation de l'allocation des ressources financières.

Les avis reçus peuvent être classés dans les catégories suivantes² :

Catégorie	Nombre	pourcentage
Cantons	23	11%
Partis politiques	7	3%
Associations faitières de l'économie qui œuvrent au niveau national, fédérations et organisa	11	5%
ONG, fondations et associations, commissions extraparlimentaires	138	63%
Milieus académiques et scientifiques	19	9%
Eglises	15	7%
Particuliers	6	3%
Total	219	100%



Graphique 1

² Pour faciliter la lecture du rapport, les dénominations sont abrégées tel que ci-dessous dans le présent rapport :

Cantons	Cantons
Partis politiques	Partis
Associations faitières de l'économie qui œuvrent au niveau national, fédérations et organisations professionnelles	Associations
ONG, fondations et associations de particuliers	Organisations
Commissions extraparlimentaires	Commissions
Cercles académiques et de recherche	Institutions académiques
Églises	Églises
Particuliers	Particuliers

En plus de répondre aux questions posées, 62 participants (29 %) ont spontanément précisé leur position vis-à-vis de l'ensemble de la stratégie CI 2025–2028 : 47 (22 %) la soutiennent pleinement, 5 (2 %) en partie, 6 (3 %) ne la soutiennent plutôt pas et 4 (2 %) ne la soutiennent pas du tout (*graphique 2*).



Graphique 2

Le Centre, les Jeunes du Centre ont indiqué soutenir l'orientation générale de la stratégie CI. Le Centre estime cependant qu'il y a un manque de cohérence entre les moyens demandés et le constat fait dans le texte mis en consultation concernant l'augmentation des besoins. Il serait ainsi nécessaire à leurs yeux soit d'augmenter les ressources, soit d'établir des priorités. Les Vert-e-s estiment que le projet mis en consultation ne constitue pas une réponse adéquate et que le cadre financier est insuffisant ; ils demandent à ce que le projet soit entièrement revu, mais reconnaissent que les objectifs « ont tout à fait le potentiel de contribuer au développement durable au sens où l'entend l'Agenda 2030 ». L'UDC a indiqué soutenir la direction générale de la stratégie CI 2025–2028, mais demande à ce que le budget annuel de la CI soit limité à 2 milliards de francs. Le PS rejette la proposition car il estime que les moyens financiers prévus sont insuffisants. Le PLR et le PVL ne se sont pas prononcés sur l'ensemble de la stratégie.

Parmi les 28 organisations qui ont précisé leur position vis-à-vis de l'ensemble de la stratégie CI 2025–2028 et qui la soutiennent pleinement, on trouve notamment FGC, Helvetas, Save the Children, Zurich Foundation ; les quatre organisations qui la soutiennent en partie sont AGILE, CBM, COOPI, UNICEF ; les deux organisations qui ne la soutiennent plutôt pas sont FEDEVACO et FICD ; les deux qui ne la soutiennent pas du tout sont SolidarSuisse et Swissaid.

Les deux institutions académiques qui ont précisé leur position vis-à-vis de l'ensemble de la stratégie CI 2025–2028 et qui la soutiennent pleinement sont SUPSI et Swissuniversities ; celle qui ne la soutient plutôt pas est CDE.

Dans l'ensemble, la stratégie de coopération internationale 2025–2028 est...

	soutenue	plutôt soutenue	plutôt pas soutenue	pas soutenue	sans indication
Cantons	AG, AI, BE, FR, GE, GR, JU, LU, NW, TI, UR, VS 12 (52%)	--	--	--	11 (48%)
Partis	Centre, Centre- Jeunes, UDC 3 (43%)	--	Les Vert·e·s 1 (14%)	PSS 1 (14%)	2 (29%)
Associations	CCIG 1 (9 %)	SBV 1 (9 %)		sgv 1 (9 %)	8 (73 %)
Commissions	--	--	--	--	3 (100 %)
Organisations	28 (21 %)	4 (3 %)	2 (2 %)	2 (2 %)	99 (73 %)
Institutions académiques	2 (10 %)	--	1 (1 %)	--	17 (85 %)
Églises	--	--	--	--	16 (100 %)
Particuliers	1 (17 %)	--	2 (33 %)	--	3 (50 %)

3.2 Question 1 : réponses

Objectifs de la CI suisse : estimez-vous les quatre objectifs de développement et les objectifs spécifiques retenus pertinents ?

3.2.1 Question 1 : vue d'ensemble des réponses (graphique 3)

149 participants (68 %) ont explicitement répondu à la question : 128 (59 %) estiment que les quatre objectifs de développement et les objectifs spécifiques sont pertinents et 18 (8 %) plutôt pertinents. Un participant estime que les objectifs présentés ne sont plutôt pas pertinents et un participant les considère comme non pertinents.

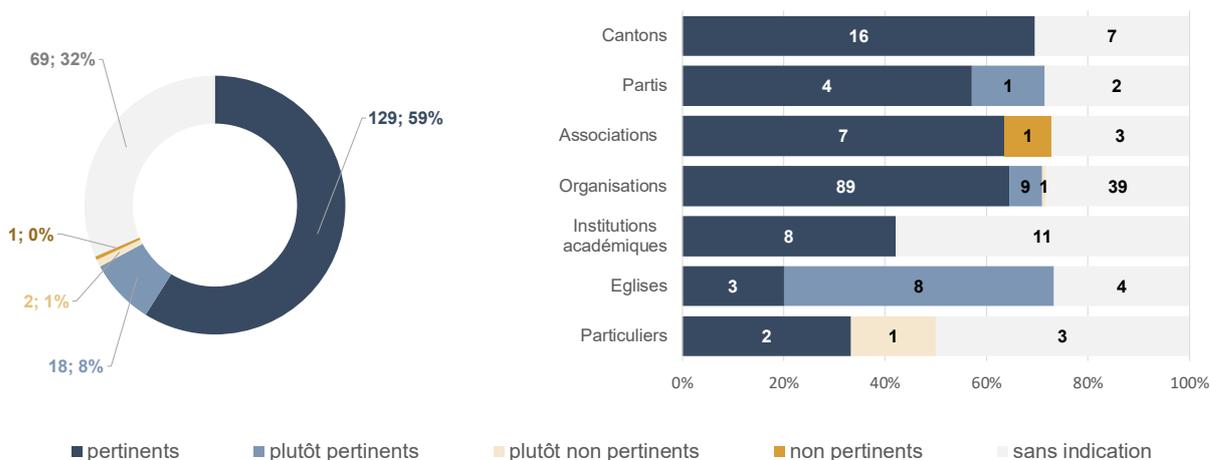
L'importance des quatre objectifs de développement a été soulignée de manière globalement égale. Par contre, des précisions ont été demandées de façon plus importante pour les objectifs 3 « Climat et environnement » et 4 « Paix et gouvernance ». Respectivement 62 (28 %) et 61 (28 %) participants demandent à ce que ces deux objectifs soient précisés.

Aucun des objectifs spécifiques n'est remis en question. Les participants ont souligné l'importance de la santé (51 participants, soit 25 %) ainsi que des droits de participation et de l'égalité des genres (47 participants, soit 22 %) tout en demandant des précisions et/ou qu'un poids plus important leur soit accordé (14 participants, soit 6 %) pour la santé ; (15 participants, soit 7 %) pour les droits de participation et l'égalité des genres. Les participants considèrent également que les petites et moyennes entreprises locales (40 participants, soit 18 %), la migration (35 participants, soit 16 %) et la lutte contre la faim (32 participants, soit 15 %) sont des objectifs spécifiques importants.

Les participants ont aussi demandé à ce que certaines des thématiques soient davantage mises en avant. Le point qui a été le plus souvent demandé est le renforcement de la société civile : 80 participants (37 %) souhaitent que son renforcement soit davantage soutenu par la CI. 55 participants (25 %) souhaitent que la protection des défenseurs des droits de l'homme soit clairement mentionnée dans la stratégie CI 2025–2028. Pour 53 participants (24 %), il faut préciser que la CI ne finance aucune activité de promotion des énergies fossiles, même indirectement. 45 réponses (21 %) soulignent l'importance de respecter les normes sociales et environnementales dans le cadre du développement économique.

À noter également que 55 participants (25 %) ont abordé la lutte contre la pauvreté : pour 21 participants (dont 1 canton [ZH]) et 1 association [Travail.Suisse]), cette dernière est un but constitutionnel et doit ainsi rester une priorité ; 34 participants (16 %), (dont 2 partis [Vert·e·s, PSS]), ont précisé que ce but devait aussi être celui du SECO.

Dans l'ensemble, les quatre objectifs de développement et les objectifs spécifiques retenus sont jugés...



Graphique 3

3.2.2 Question 1 : réponses des cantons

16 cantons jugent les quatre objectifs de développement et les objectifs spécifiques retenus pertinents.

Dans l'ensemble, les quatre objectifs de développement et les objectifs spécifiques retenus sont jugés...

	pertinents	plutôt pertinents	plutôt non pertinents	sans indication
Cantons	AG, BL, BS, GE, GL, GR, JU, NW, OW, SG, SO, TG, TI, UR, ZG, ZH 16 (70%)	--	--	7 (30%)

3.2.3 Question 1 : réponses des partis politiques

4 partis jugent les quatre objectifs de développement et les objectifs spécifiques retenus pertinents, 1 les considère comme plutôt pertinents.

Dans l'ensemble, les quatre objectifs de développement et les objectifs spécifiques retenus sont jugés...

	pertinents	plutôt pertinents	plutôt non pertinents	sans indication
Partis	PLR, PVL, Les Vert-e-s, Centre 4 (57%)	Centre-Jeunes 1 (14%)	--	2 (29%)

3.2.4 Question 1 : réponses des associations

7 associations estiment que les quatre objectifs de développement et les objectifs spécifiques sont pertinents et 1 qu'ils ne le sont pas.

Dans l'ensemble, les quatre objectifs de développement et les objectifs spécifiques retenus sont jugés...

	pertinents	plutôt pertinents	plutôt non pertinents	non pertinent	sans indication
Associations	CCIG, economiesuisse, SBV, SGB, suisse.ing, Swissmem, Travail.Suisse (64%)	--	--	sgv (9 %)	3 (27%)

3.2.5 Question 1 : réponses des autres milieux intéressés

Parmi les 3 commissions à avoir répondu à la consultation, 1 commission (CC CI) estime que les quatre objectifs de développement et les objectifs sont plutôt pertinents.

Sur les 138 organisations ayant pris part à la consultation, 89 estiment que les quatre objectifs de développement et les objectifs spécifiques sont pertinents (dont Alliance Sud, foraus, Helvetas, Plattform Agenda 2030, Swisscontact), 9 qu'ils sont plutôt pertinents (dont Fastenaktion, FOSIT) et 1 qu'ils ne sont plutôt pas pertinents (FEDEVACO).

Sur les 19 institutions académiques à avoir répondu à la consultation, 8 estiment que les quatre objectifs de développement et les objectifs sont pertinents (dont IHEID, IPZ, SUPSI).

Parmi les 15 églises à avoir répondu à la consultation, 3 estiment que les quatre objectifs de développement et les objectifs sont pertinents et 8 qu'ils sont plutôt pertinents.

6 particuliers ont répondu à la consultation par des avis spontanés ; 2 estiment que les quatre objectifs de développement et les objectifs spécifiques sont pertinents et 1 qu'ils ne sont plutôt pas pertinents.

Dans l'ensemble, les quatre objectifs de développement et les objectifs spécifiques retenus sont jugés...

	pertinents	plutôt pertinents	plutôt non pertinents	non pertinent
Commissions	--	1 (33 %)	--	2 (67 %)
Organisations	89 (64%)	9 (7 %)	1 (1 %)	39 (28 %)
Institutions académiques	8 (42%)	--	--	11 (58 %)
Églises	3 (20%)	8 (53 %)	--	4 (27 %)
Particuliers	2 (33%)	--	1 (17 %)	3 (50 %)

3.2.6 Question 1 : remarques sur les objectifs de développement et les objectifs spécifiques

Certains participants ont spontanément souligné qu'ils considéraient certains objectifs comme importants ou ont demandé des précisions (*graphique 4*).

3.2.6.1 Objectifs de développement

Le nombre de fois que chaque objectif de développement a été indiqué comme important par les participants est assez similaire pour les quatre objectifs, à savoir entre 12 % et 14 %. Les demandes de précisions ont été plus importantes pour les objectifs de développement 3 « Climat et environnement » et 4 « Paix et gouvernance ».

Objectif de développement 1 - Développement humain

38 participants (18 %) ont commenté spécifiquement l'objectif de développement 1 :

- 25 (12 %) le trouvent important (3 cantons [BL, JU, SO], 1 parti [Le Centre], 2 associations [SBLV, economiesuisse], 17 organisations [dont DNDi, FGC, SwissFoundations, WWF], 1 institution académique [SSPH+], 3 églises et 1 particulier) ;
- 13 (6 %) souhaitent qu'il soit précisé (12 organisations [dont Helvetas, NIRAS, Plattform Agenda 2030, UNICEF] et 1 institution académique [CDE]).

Objectif de développement 2 - Développement économique durable

53 participants (24 %) ont commenté spécifiquement l'objectif de développement 2 :

- 26 (12 %) le trouvent important (4 cantons [BL, JU, SO, TG], 1 parti [JDC], 1 association [economieuisse], 19 organisations [dont ADF, HEKS, Max Havelaar, MMV], 1 institution académique [SSPH+], 2 églises et 1 particulier) ;

- 27 (12 %) souhaitent qu'il soit précisé (1 parti [Le Centre], 1 association [Swissmem], 20 organisations [dont Alliance Sud, Save the Children, Sensability, Swissaid], 1 institution académique [Ethik22], 2 églises et 1 particulier).

45 participants (21 %) estiment qu'il est essentiel que le *développement économique* se fasse de manière socialement et écologiquement *durable* et qu'il est primordial que les partenaires de la CI respectent les normes, nationales et internationales en vigueur (1 canton [FR], 2 partis [Le Centre, PSS], 2 associations [USS, Travail.Suisse], 30 organisations [dont Alliance Sud, FOSIT, Greenpeace, WIDE], 2 institutions académiques [ETH D-USYS, Ethik22] et 8 églises) (*graphique 6*).

14 participants (6 %) jugent que la *question de l'endettement des pays du Sud* mérite plus d'engagement de la part de la CI (1 parti [PSS], 11 organisations [dont Caritas et Platform Agenda 2030] et 2 particuliers) ; 3 organisations (HEKS, SAH, SFH) souhaitent plus de transparence dans les accords que la Suisse conclut avec les pays partenaires (*graphique 6*).

Objectif de développement 3 - Climat et environnement

94 participants (43 %) ont commenté spécifiquement l'objectif de développement 3 :

- 31 (14 %) le trouvent important (8 cantons [AG, BE, BL, BS, FR, GE, SO, UR], 2 partis [PLR, PVL], 18 organisations [dont CEAS, E-Changer, Médecins du monde, Terre des Hommes] et 3 institutions académiques [CDE, IHEID, SSPH+]) ;
- 63 (29 %) souhaitent qu'il soit précisé (2 partis [Le Centre, Vert·e·s], 2 associations [SBLV, USS], 1 commission [CC CI], 50 organisations [dont, Caritas, Fastenaktion, FOSIT, HEKS, Pro Natura], 3 institutions académiques [Basel Institute on Governance, Ethik22, Wyss Academy], 3 églises et 2 particuliers) ;
- 1 parti (UDC) estime que le changement climatique ne devrait pas être un thème prioritaire de la CI.

11 avis (5 %) jugent que la thématique de la *biodiversité* devrait être davantage mise en avant dans le texte proposé (1 parti [Vert·e·s], 8 organisations [dont BirdLife, Pro Natura, WWF], 1 institution académique [ETH D-USYS] et 1 particulier) (*graphique 6*).

Objectif de développement 4 - Paix et gouvernance

91 participants (42 %) ont commenté spécifiquement l'objectif de développement 4 :

- 30 (14 %) le trouvent important (2 cantons [BL, ZH], 1 parti [JDC], 1 commission [CC CI], 20 organisations [dont Allianz für eine ganzheitliche Sicherheitspolitik, cinfo, SwissFoundations, swisspeace], 4 institutions académiques [Basel Institute on Governance, CDE, NADEL/CSS, SSPH+] et 1 église) ;
- 61 (28 %) souhaitent qu'il soit précisé (1 canton [TI], 2 partis [Le Centre, Vert·e·s], 1 association [USS], 49 organisations [dont Alliance Sud, Brücke/Le Pont, FOSIT, PBI, WIDE], 2 institutions académiques [Ethik22, Wyss Academy], 3 églises et 3 particuliers).

Avec 80 avis (37 %) la mentionnant, l'importance de la *société civile* a été la demande concernant une thématique qui est revenue le plus souvent (*graphique 6*) :

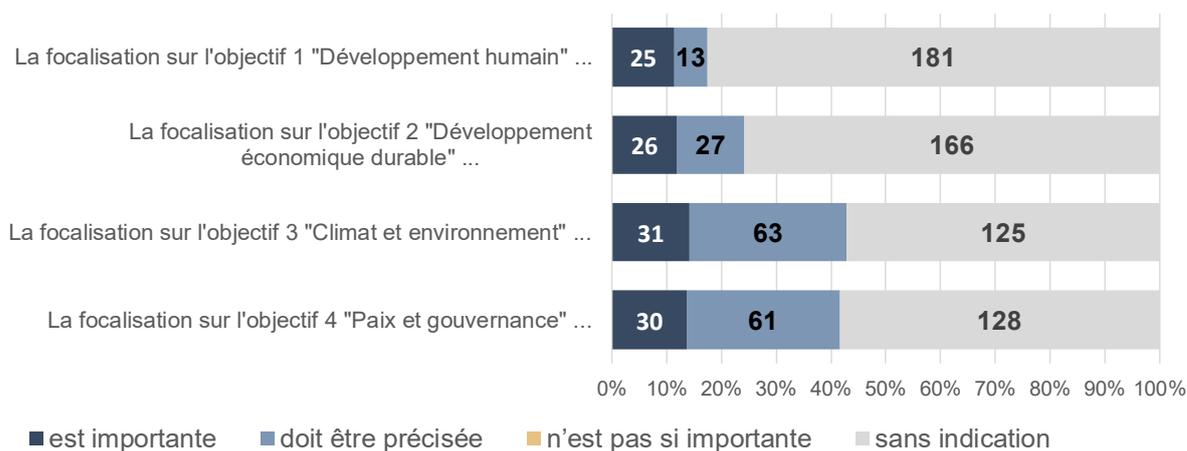
- 17 participants (8 %) jugent la société civile comme une thématique importante (1 canton [BS], 12 organisations [dont Armée du Salut, Fastenaktion, Terre des Hommes, UNICEF], 2 institutions académiques [SMTH, Wyss Academy], 1 église et 1 particulier) ;
- 63 participants (29 %) souhaitent que la stratégie CI 2025–2028 reflète mieux l'importance de la société civile locale (1 canton [GE], 1 parti [Vert·e·s], 3 associations [USS, swiss.ing, Travail.Suisse], 51 organisations [dont Alliance Sud, Caritas, FOSIT, swisspeace, WWF], 1 institution académique [Ethik22], 4 églises et 1 particulier).

La *protection des défenseurs des droits de l'homme* est la seconde thématique qui est revenue le plus souvent : 55 participants (25 %) soulignent que « *des mesures visant à la renforcer et à protéger les défenseurs des droits de l'homme font défaut* » dans le texte mis en consultation (1 parti [Vert·e·s], 1 association [Travail.Suisse], 49 organisations [dont ADF, Fastenaktion, Pro Natura, Swissaid,

swisspeace, Terre des Hommes], 2 institutions académiques [Ethik22, SMTH], 1 église et 1 particulier) (*graphique 6*).

15 participants (7 %) mentionnent la *promotion de la paix* : 6 la jugent importante (2 cantons [JU, SO] et 4 organisations [dont PBI, Sexuelle Gesundheit Schweiz]) ; 3 organisations souhaitent des précisions (CFD, EFS, Helvetas) ; 6 participants souhaitent que plus de poids lui soit accordé (1 parti [PVL], 1 organisation [swisspeace], 1 institution académique [NADEL/CSS] et 3 églises) (*graphique 6*).

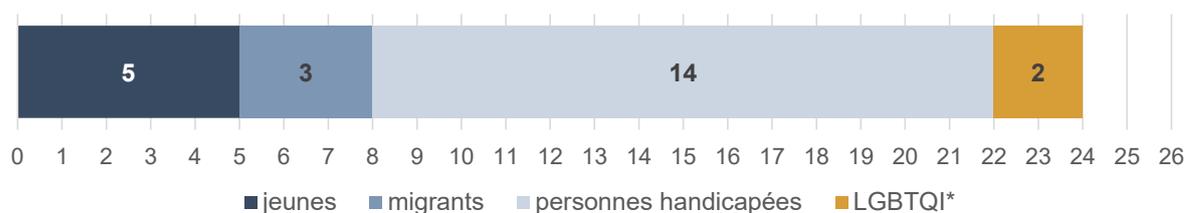
Toutes les prises de position



Graphique 4

À noter encore que 24 participants (11 %) ont demandé à ce qu'une plus grande attention soit portée à certains groupes de population :

Une plus grande attention doit être accordée aux groupes de population



Graphique 5

3.2.6.2 Objectifs spécifiques

Migration

Avec 35 avis la mentionnant, la migration est le 4^e objectif spécifique le plus commenté par l'ensemble des participants :

- 19 participants (9 %) estiment que c'est un thème important (6 cantons [BE, BL, SO, TI, VD, ZH], 2 partis [PLR, UDC], 1 association [Travail.Suisse], 9 organisations [dont SRK et SwissFoundations] et 1 institution académique [SMTH]) ;
- 9 avis souhaitent des précisions (1 association [USS], 8 organisations [dont AsyLex, GCNS, UNHCR, UNICEF]) ; 4 avis souhaitent une pondération plus importante (1 canton [TG], 2 partis [Le Centre, JDC] et 1 institution académique [BFH]) ;
- 3 organisations (SAH, SFH, swisspeace) estiment que cette thématique devrait avoir moins d'importance.

Santé

L'objectif spécifique « Santé » est celui qui a été le plus commenté avec 51 avis (23 %) :

- 20 participants (9 %) jugent la santé comme un objectif spécifique important (5 cantons [BL, BS, GE, TI, VD], 1 parti [PLR], 1 association [economiesuisse], 11 organisations [dont DNDi, MSF, SAH, SFH], 1 institution académique [Basel Institute on Governance] et 1 particulier) ;
- 14 participants (6 %) souhaitent des précisions (1 association [USS] et 13 organisations [dont Coopération Globale, Fairmed, Médecins du Monde, Public Health]) ;
- 17 participants (8 %) souhaitent que l'accent sur la santé soit plus important (1 canton [JU], 1 parti [Le Centre], 1 association [Travail.Suisse], 11 ONG [dont Jumpstart, MedicusMundi, SolidarMed, Swiss Malaria Group] et 3 institutions académiques [SMTH, SSPH+, SwissTPH]).

Parmi les précisions et ajouts demandés, 16 avis (7 %) souhaitent que le droit à la santé soit davantage mis en avant (14 organisations [dont Fairmed, IAMANEH, SAH, SFH] et 2 institutions académiques [SMTH, SSPH+]) (*graphique 6*).

15 avis (7 %) souhaitent voir un engagement plus grand de la CI pour les *droits sexuels et reproductifs* (14 organisations [dont ADF, Handicap International, Sexuelle Gesundheit Schweiz, Women's Hope] et 1 institution académique [SMTH]) (*graphique 6*).

Petites et moyennes entreprises locales (PME)

Cet objectif spécifique arrive en 3^e position au niveau du nombre des commentaires avec 40 avis (18 %) :

- 26 participants (12 %) le jugent important (3 cantons [BL, JU, SG], 1 parti [PLR], 1 commission [CC CI], 18 organisations [dont foraus, Helvetas, Sensability, Zurich Foundation], 1 institution académique [SMTH], 1 église et 1 particulier) ;
- 12 participants (10 %) souhaitent des précisions (1 parti [Le Centre], 2 associations [USS, Travail.Suisse], 5 organisations [dont Commundo, DRR-CCA], 2 institutions académiques [Basel Institute on Governance, ETH D-USYS] et 2 églises) ;
- 2 participants estiment que la CI devrait lui accorder plus de poids (1 association [economiesuisse] et 1 organisation [RMCH]).

30 avis (14 %) reviennent sur *l'éducation* : 7 participants soulignent son importance (1 canton [JU], 1 commission [UNESCO], 4 organisations [dont Atma, FOSIT] et 1 église) ; 11 participants souhaitent que ce point soit précisé (1 association [SBLV], 6 organisations [dont CBM ; Plattform Agenda 2030], 2 institutions académiques [PHZH, SNF], 1 église et 1 particulier) ; 12 participants souhaitent que l'éducation ait un poids plus important (1 association [economiesuisse], 9 organisations [dont Helvetas, Swisscontact, SwissFoundations] et 2 institutions académiques [BFH, CDE]) (*graphique 6*).

Institutions publiques

23 avis (11 %) ont commenté cet objectif spécifique :

- 10 participants (5 %) le jugent important (3 cantons [BL, JU, ZH], 2 associations [economiesuisse, Swissmem] et 5 organisations [dont Brücke Le Pont, SRK]) ;
- 11 participants (5 %) souhaitent des précisions (2 associations [USS, Travail.Suisse], 7 organisations [dont Alliance Sud, Swissaid], 1 institution académique [Ethik22] et 1 église) ;
- 2 participants (1 %) estiment que la CI devrait lui accorder plus de poids (2 organisations [EverybodyNeedsWater, SWP]).

Lutte contre la faim

33 avis (15 %) ont souligné l'importance de la lutte contre la faim et de la sécurité alimentaire ou demandé des précisions :

- 22 participants (10 %) jugent la lutte contre la faim comme un objectif spécifique important (2 cantons [BL, VD], 1 parti [PLR], 1 association [economiesuisse], 12 organisations [dont Alliance Sud, Caritas, MSF, Women's Hope], 3 institutions académiques [CDE, Ethik22, SMTH] et 2 églises) ;
- 9 participants (4 %) souhaitent des précisions (1 association [USP], 7 organisations [dont CNS-FAO, Fastenaktion, Helvetas, WIDE] et 1 institution académique [ETH D-USYS]) ;
- 2 participants (1 %) souhaitent que l'accent sur la lutte contre la faim soit plus important (1 association [SBLV] et 1 organisation [Unité]).

Eau

12 avis (6 %) ont souligné l'importance des thématiques liées à l'eau ou demandé des précisions :

- 6 participants (3 %) jugent l'eau comme un objectif spécifique important (1 canton [BL], 1 parti [PLR], 1 association [economiesuisse], 2 organisations [HEKS, MSF] et 1 institution académique [CDE]) ;
- 5 participants (2 %) souhaitent des précisions (1 commission [CNS-FAO] et 4 organisations [dont Swiss Malaria Group, SWP]) ;
- 1 participant (1 %) souhaite que l'accent sur l'eau soit plus important (1 organisation [SRK]).

Transition énergétique

Concernant l'objectif spécifique sur la transition énergétique, 9 participants (4 %) ont souligné son importance ou demandé que des précisions soient apportées :

- 6 participants (3 %) jugent la transition énergétique comme un objectif spécifique important (1 canton [BL], 1 parti [(FDP] et 4 organisations [dont MSF et RMCH]) ;
- 2 participants (1 %) souhaitent des précisions (1 parti [Le Centre] et 1 organisation [Helvetas]) ;
- 1 parti (PSS) estime que certaines mesures dans le domaine de la transition énergétique devraient être financées par des fonds en dehors de la CI.

Concernant les *énergies fossiles*, 53 participants (24 %) ont en outre demandé à ce qu'il soit précisé dans l'objectif 3 que « *la CI ne finance aucune activité de promotion des énergies fossiles (upstream, midstream, downstream), même indirectement par des contributions à des fonds ou des instruments d'investissement* » (1 parti [Vert·e·s], 2 associations [USS, Travail.Suisse], 46 organisations [dont BirdLife, Helvetas, GAiN, Klima-AllianzSchweiz], 2 institutions académiques [Ethik22, Wyss Academy] et 2 églises) (*graphique 6*).

Renforcement des institutions démocratiques

23 avis (11 %) ont souligné l'importance qu'elles accordent à cet objectif spécifique ou demandé des précisions :

- 17 participants (8 %) jugent le renforcement des institutions démocratiques comme important (3 cantons [BL, JU, VD], 1 parti [PLR], 1 association [CCIG], 10 organisations [dont ADF, BirdLife, Terre des Hommes, Women's Hope], 1 institution académique [SMTH] et 1 église) ;

- 4 participants (2 %) souhaitent des précisions (2 organisations [Forum ISR/PSE, RECI] et 2 institutions académiques [GCP, PHZH]) ;
- 1 participant souhaite que l'accent sur le renforcement des institutions démocratiques soit plus important (1 particulier) ;
- 1 participant souhaite que l'accent sur le renforcement des institutions démocratiques soit moins important (1 institution académique [Basel Institute on Governance]), afin « d'éviter la question polarisante des systèmes politiques démocratiques et non démocratiques ».

25 avis (11 %) mentionnent le respect et le renforcement des *droits l'homme* : 13 participants les jugent importants (3 cantons [GE, SO, VD], 9 organisations [dont ADF, Armée du Salut] et 1 particulier) ; 6 souhaitent des précisions (1 association [SBLV], 4 organisations [dont GCNS, UNICEF] et 1 particulier) ; 6 participants souhaitent que plus de poids leur soit accordé (5 organisations [dont HEKS, SwissFoundations] et 1 particulier) (graphique 6).

15 participants (7 %) mentionnent la *promotion de la paix* : 6 la jugent importante (2 cantons [JU, SO] et 4 organisations [dont PBI, Sexuelle Gesundheit Schweiz]) ; 3 organisations souhaitent des précisions [CFD, EFS, Helvetas]) ; 6 participants souhaitent que plus de poids lui soit accordé (1 parti [PVL], 1 organisation [swisspeace], 1 institution académique [NADEL/CSS] et 3 églises) (graphique 6).

Droits de participation et égalité des genres

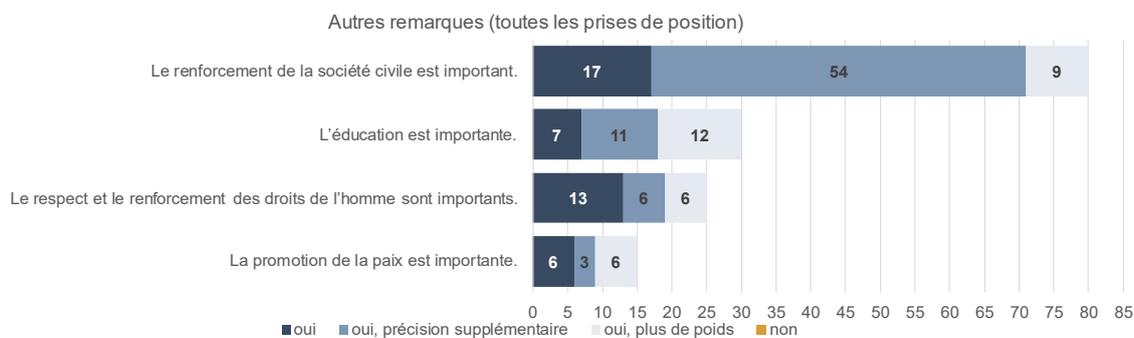
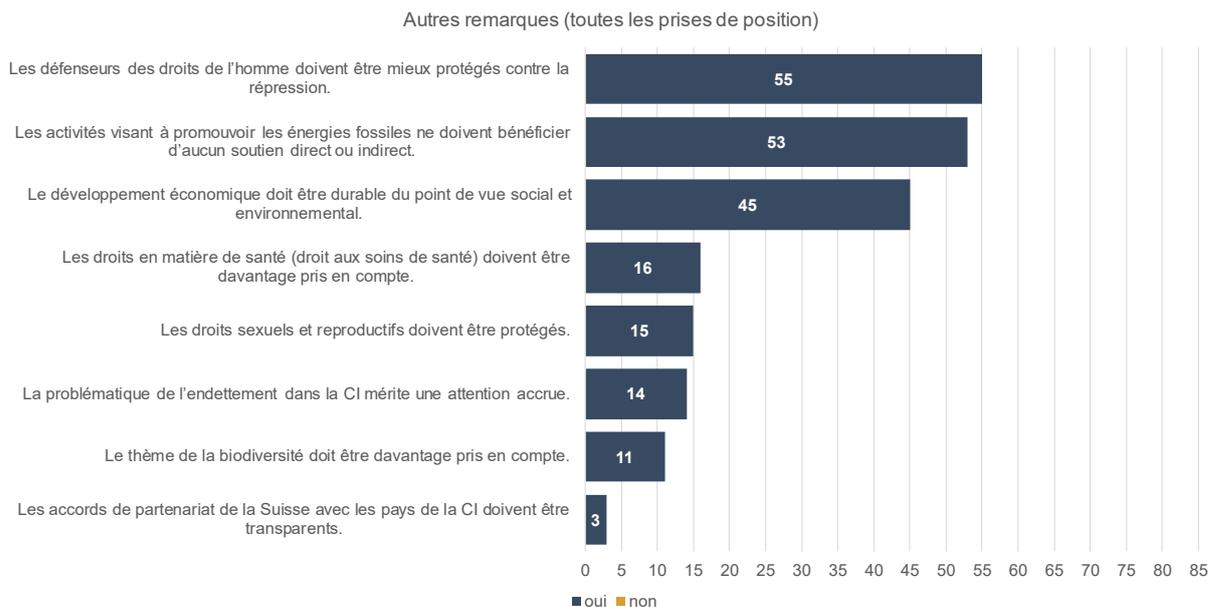
Avec 47 avis (22 %) le mentionnant, l'objectif spécifique sur les droits de participation et sur l'égalité des genres est le 2^e objectif spécifique le plus commenté :

- 14 participants (6 %) jugent les droits de participation et l'égalité des genres comme un objectif spécifique important (2 cantons [BL, GE], 1 commission [CNS-FAO], 10 organisations [dont ADF, HEKS, Helvetas, PBI] et 1 église) ;
- 22 participants (10 %) souhaitent des précisions (2 partis [PLR, Vert·e·s], 1 association [SBLV], 15 organisations [dont Jumpstart, Medicus Mundi, Sensability, UNHCR], 2 institutions académiques [CDE, SMTH], 1 église et 1 particulier) ;
- 11 participants (5 %) souhaitent que l'accent sur les droits de participation et sur l'égalité des genres soit plus important (1 association [A*dS], 9 organisations [Alliance F, SRK, swisspeace, Women's Hope] et 1 institution académique [BFH]).

État de droit et séparation des pouvoirs

26 avis (12 %) ont souligné l'importance qu'elles accordent à cet objectif spécifique ou demandé des précisions :

- 14 participants (6 %) jugent l'état de droit et la séparation des pouvoirs comme un objectif spécifique important (2 cantons [BL, VD], 1 parti [PLR], 1 association [USP], 1 commission [CC CI], 8 organisations [dont Allianz für eine ganzheitliche Sicherheitspolitik, BirdLife, GCNS, SwissFoundations] et 1 particulier) ;
- 3 participants (1 %) souhaitent des précisions (2 organisations [CH++, RECI] et 1 institution académique [Basel Institute on Governance]) ;
- 9 participants (4 %) souhaitent que l'accent sur l'état de droit et la séparation des pouvoirs soit plus important (1 canton [TI], 1 association [economiesuisse], 6 organisations [dont Atma, COOPI, FOSIT, Médecins du Monde] et 1 particulier).



Graphique 6

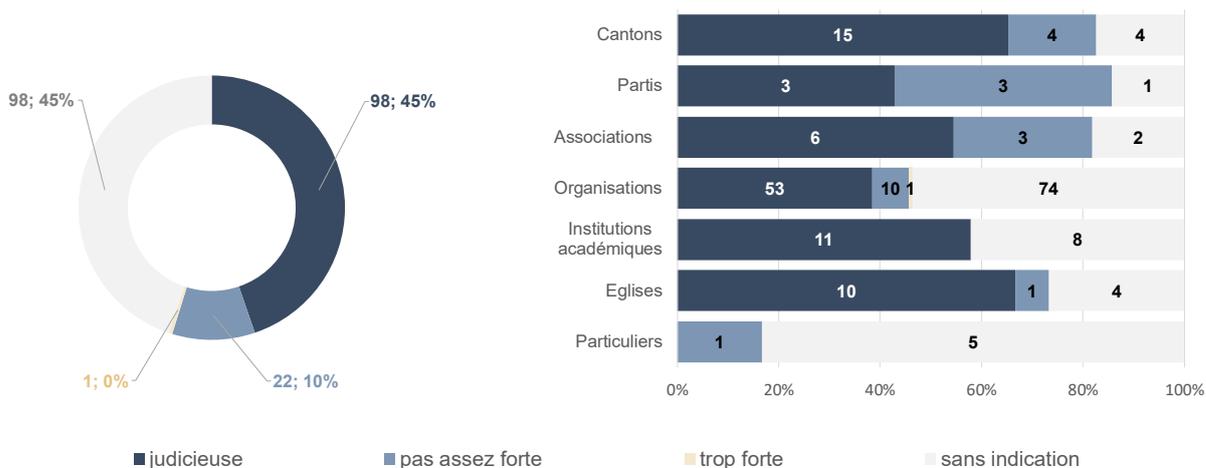
3.3 Question 2 : réponses

Focalisation géographique : estimez-vous la focalisation géographique proposée pertinente ?

3.3.1 Question 2 : vue d'ensemble des réponses

121 réponses (55 %) ont explicitement répondu à cette question : 98 participants (45 %) jugent la focalisation géographique comme pertinente, 22 participants (10 %) souhaitent une focalisation accrue (graphique 7).

La focalisation géographique proposée est jugée ...



Graphique 7

3.3.2 Question 2 : réponses des cantons

15 cantons jugent la focalisation géographique proposée pertinente ; 4 estiment qu'une plus grande focalisation est nécessaire.

La focalisation géographique proposée est jugée...

	judicieuse	pas assez forte	trop forte	sans indication
Cantons	AG, BL, FR, GE, GL, GR, JU, NE, NW, OW, SG, SO, UR, ZG, ZH 15 (65%)	BE, BS, TG, TI 4 (18%)	--	4 (17%)

5 cantons (BS, FR, NE, TG, ZRH) souhaitent une focalisation accrue sur les PMA.

2 cantons (AG, GE) regrettent le retrait d'Amérique latine de la coopération bilatérale ; 2 autres cantons (JU, TI) soulignent l'importance de l'engagement en Afrique subsaharienne et 1 canton (TG) celle de l'engagement en Europe de l'Est.

6 cantons (AG, BE, FR, SO, TG, TI) souhaitent une plus grande focalisation sur les pays d'origine des migrants qui arrivent en Suisse.

1 canton (ZG) souhaite une plus grande cohérence entre les pays de la DDC et du SECO.

3.3.3 Question 2 : réponses des partis politiques

La focalisation géographique est jugée comme pertinente par 3 partis ; 3 autres souhaitent une focalisation plus forte.

La focalisation géographique proposée est jugée...

	judicieuse	pas assez forte	trop forte	sans indication
Partis	PVL, Les Vert·e·s, Centre-Jeunes 3 (43%)	PLR, Centre, UDC 3 (43%)	--	3 (14%)

Le Centre souligne l'importance de l'engagement en Afrique subsaharienne ainsi que dans la région MENA, avis que partagent les JDC pour cette dernière. L'engagement en Europe de l'Est est considéré comme important par Le Centre, les Vert·e·s, le PVL et le PSS.

Le Centre suggère de revoir l'engagement en Asie pour éviter que la CI ne soit trop dispersée. Le PSS demande à ce que l'engagement en faveur de la paix et des droits de l'homme en Amérique latine ne soit pas diminué.

Le PVL et le PSS souhaitent une focalisation sur les PMA.

Le Centre, l'UDC et les JDC demandent une focalisation géographique accrue sur les pays d'origine des migrants qui arrivent en Suisse.

3.3.4 Question 2 : réponses des associations

La focalisation géographique est jugée comme pertinente par 6 associations et 3 autres souhaitent une focalisation plus forte.

La focalisation géographique proposée est jugée...

	judicieuse	pas assez forte	trop forte	sans indication
Associations	CCIG, SBLV, SBV, SGB, suisse.ing, Travail.Suisse 6 (55 %)	economiesuisse, sgv, Swissmem 3 (27%)	--	2 (18%)

L'engagement en Afrique subsaharienne est jugé comme important par le SBLV et suisse.ing. Cette dernière juge également important l'engagement dans la région MENA et en Europe de l'Est.

USS et Travail.Suisse souhaitent une focalisation sur les PMA.

3.3.5 Question 2 : réponses des autres milieux intéressés

53 organisations (dont Alliance Sud, Fastenaktion, Greenpeace, NADEL/CSS, SKR, Swissaid) jugent la focalisation géographique proposée pertinente ; 11 participants (9 organisations, un particulier, une église) estiment qu'une plus grande focalisation est nécessaire (dont Allianz Sicherheit Schweiz, FGC, SGA - ASPE, Zurich Foundation) ; 1 organisation estime qu'une moins grande focalisation est souhaitable (IDEAS).

La focalisation géographique proposée est jugée...

	judicieuse	pas assez forte	trop forte	sans indication
Commissions	--	1 (33 %)	--	2 (67 %)
Organisations	53 (40 %)	8 (6 %)	1 (1 %)	72 (53 %)
Institutions académiques	11 (58 %)	--	--	8 (42 %)
Églises	10 (67 %)	1 (6 %)	--	4 (27 %)
Particuliers	--	1 (17 %)	--	5 (83 %)

L'importance de l'engagement en Afrique subsaharienne est soulignée par la CC CI, 6 organisations (dont Interpeace et MSF) et 3 institutions académiques (BFH, PHZH et Wyss Academy) ; 9 organisations (dont FOSIT et NIRAS) souhaitent un engagement plus important dans cette région.

La CC CI, FoBBIZ et PHZH soulignent l'importance de l'engagement dans la région MENA ; 3 organisations (NIRAS, Forum ISR/PAL, EFS) souhaitent un engagement accru dans cette région.

L'importance de l'engagement en Europe de l'Est est relevée par la CC CI, Helvetas, NIRAS, PHZH et UNHCR. L'engagement en Asie est finalement considéré comme important par la CC CI, FoBBIZ, KFPE, Plattform Agenda 2030, SDSN, Wyss Academy et Zurich Foundation.

10 participants issus des autres milieux intéressés regrettent que l'Amérique latine ne soit plus une région prioritaire (Basel Institute on Governance, CDE, ETH D-USYS, Fastenaktion, Inter-Agire, Max Havelaar, PBI, SFR, Unité et Vivamos Mejor).

67 organisations (dont Caritas, Coopération globale, foraus, FOSIT, HEKS) souhaitent une focalisation sur les PMA.

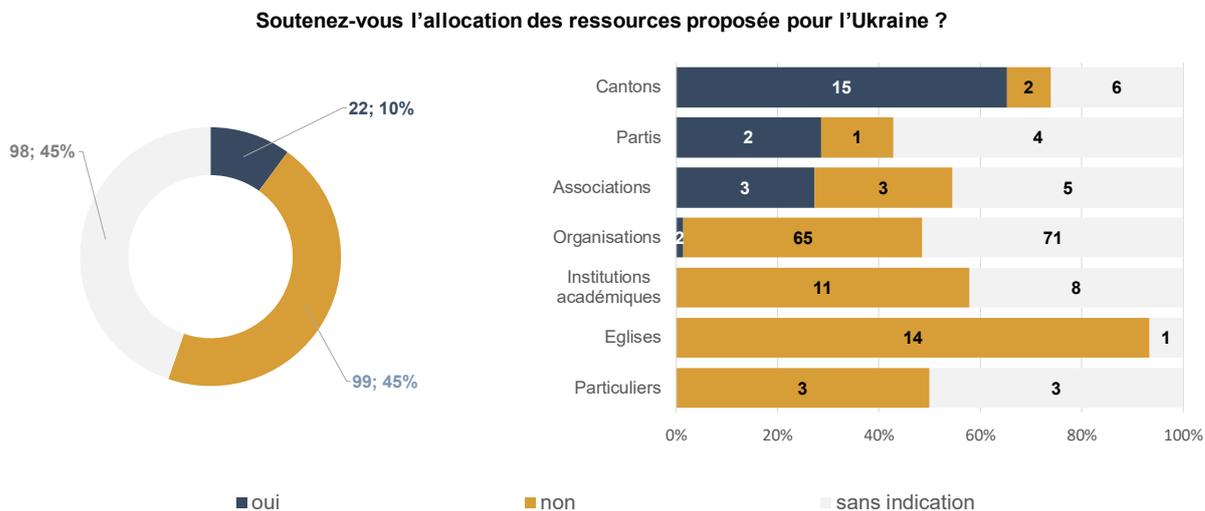
Parmi les particuliers qui ont spontanément répondu à la consultation, 1 personne juge la focalisation géographique pertinente ; 2 souhaitent un engagement plus important en Afrique subsaharienne.

3.4 Question 3 : réponses

Ukraine : soutenez-vous l'allocation des ressources proposée pour l'Ukraine ?

3.4.1 Question 3 : vue d'ensemble des réponses

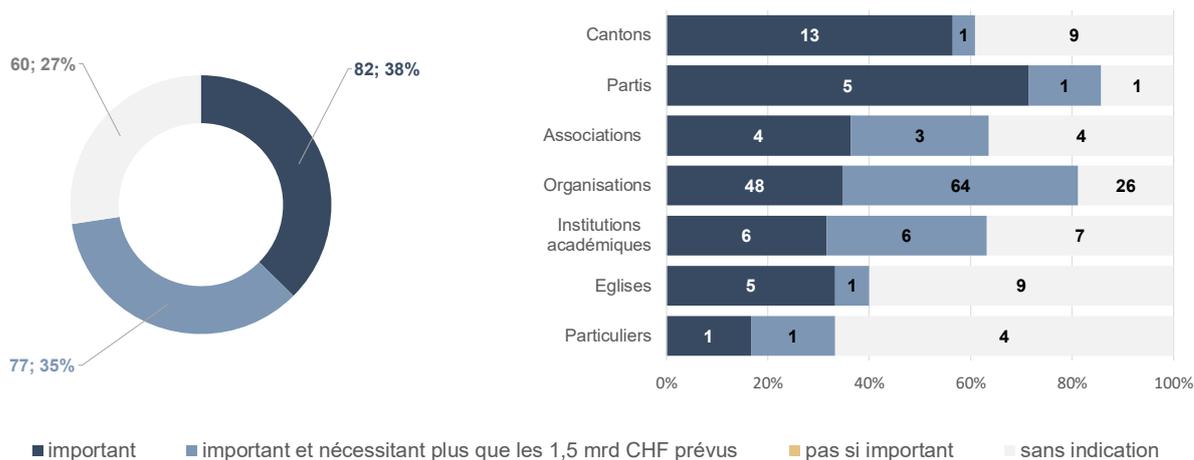
Chez les participants qui ont répondu explicitement à la question posée, l'allocation des ressources proposée est soutenue par 22 participants (10 %) ; 99 participants (45 %) ne la soutiennent pas (graphique 8).



Graphique 8

Les réserves émises ne concernent cependant pas le soutien en tant que tel à l'Ukraine. 158 participants (72 %) ont en effet spontanément indiqué qu'ils considèrent ce soutien comme important, 76 d'entre eux (35 %) estimant que ce soutien nécessite plus de moyens que ceux proposés (graphique 9).

Le soutien à l'Ukraine est jugé ...

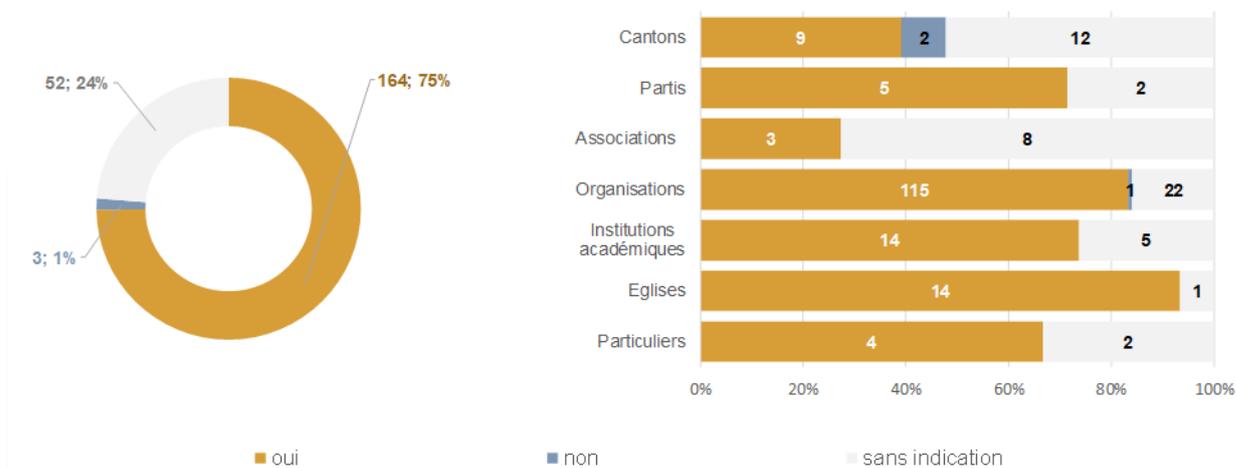


Graphique 9

Concernant les réserves émises, les participants ont mentionné leur crainte que l'aide à l'Ukraine ne se fasse au détriment des autres régions d'engagement et des autres priorités de la CI (graphique 10). Les réserves portent également sur la provenance du financement, certains participants souhaitant que cette aide ne soit pas toute, ou en partie, supportée par le budget de la CI (graphique 11). Finalement, elles portent sur l'opportunité de créer une base légale (graphique 12).

164 participants (75 %) sont d'avis que l'aide en faveur de l'Ukraine ne devrait pas se faire au détriment des autres régions et des autres priorités ; 3 participants (1 %) indiquent être favorables à un transfert des moyens des autres régions et thématiques de la CI vers l'aide à l'Ukraine (*graphique 10*).

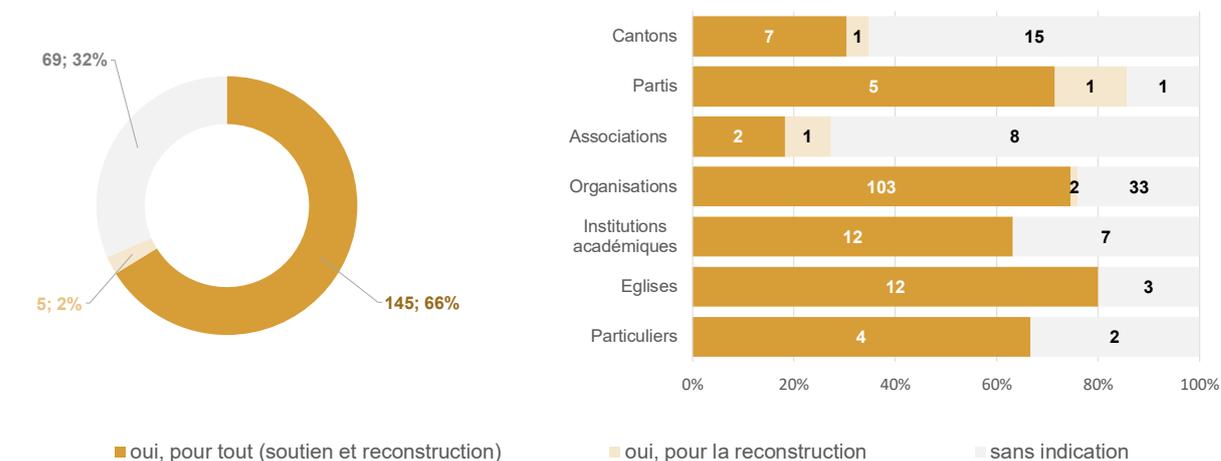
L'aide à l'Ukraine ne doit pas se faire au détriment d'autres régions et priorités de la CI.



Graphique 10

150 participants (68 %) souhaitent que les moyens en faveur de l'Ukraine soient financés en dehors des moyens prévus pour la CI. Parmi eux, 5 précisent que ce mode de financement doit être appliqué spécifiquement en vue de l'aide à la reconstruction (*graphique 11*).

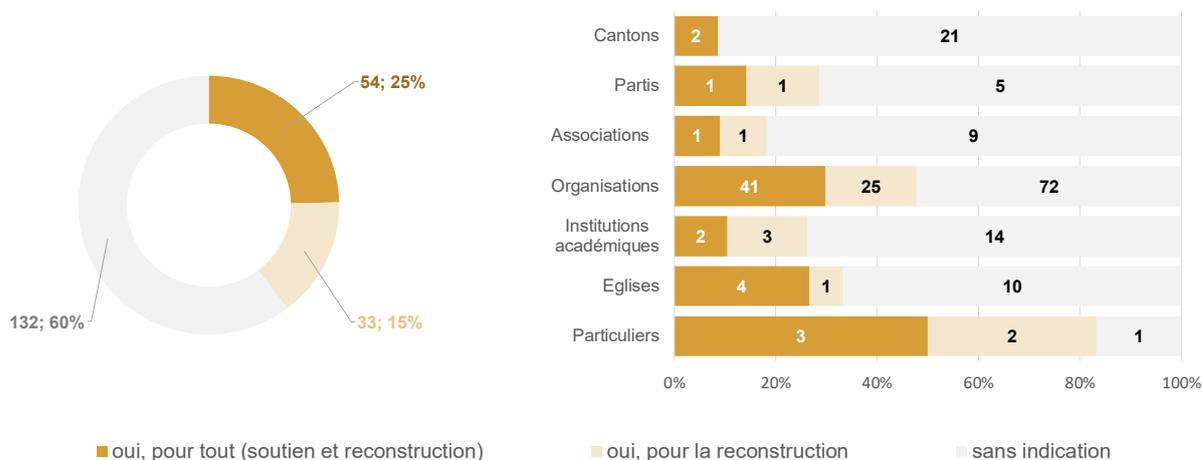
L'aide à l'Ukraine doit être financée par d'autres ressources que le budget de la CI.



Graphique 11

87 participants (40 %) demandent qu'une base légale spécifique soit créée. Pour 54 des participants (25 %), cette base légale devrait s'appliquer à l'aide à la reconstruction et à l'aide actuelle, soit la coopération au développement et l'aide humanitaire. Pour 33 participants (15 %), elle devrait s'appliquer à l'aide à la reconstruction (*graphique 12*).

Le soutien à l'Ukraine requiert une base légale spécifique



Graphique 12

3.4.2 Question 3 : réponses des cantons

À la question « Soutenez-vous l'allocation des ressources proposée pour l'Ukraine ? », 15 cantons répondent par l'affirmative et 2 par la négative, car ils considèrent que la solution proposée se ferait au détriment des autres régions et priorités de la CI.

Soutenez-vous l'allocation des ressources proposée pour l'Ukraine ?

	oui	non	sans indication
Cantons	AG, AI, BE, BL, GL, GR, JU, NW, OW, SG, TG, TI, UR, VD, ZH 15 (65 %)	FR, SO 2 (9 %)	6 (26 %)

13 cantons indiquent qu'ils considèrent le soutien à l'Ukraine comme important, 1 d'entre eux estimant que ce soutien nécessite plus de moyens que ceux proposés.

Le soutien à l'Ukraine est jugé...

	important	important et nécessite plus de moyens	pas si important	sans indication
Cantons	AG, BL, BS, FR, GE, OW, SG, TG, TI, UR, VD, ZG, ZH 13 (57 %)	SO 1 (4 %)	--	8 (39 %)

9 cantons partagent l'avis que l'aide en faveur de l'Ukraine ne devrait pas se faire au détriment des autres régions et priorités de la CI ; 2 indiquent qu'ils seraient en faveur d'une augmentation, au sein du budget de la CI, des moyens alloués à l'aide à l'Ukraine.

L'aide à l'Ukraine ne doit pas se faire au détriment d'autres régions et priorités de la CI

	oui	non	sans indication
Cantons	BE, BL, BS, FR, GE, GL, NE, SO, ZH 9 (39%)	AG, TI 2 (9 %)	12 (52%)

7 cantons souhaitent que les moyens en faveur de l'Ukraine soient de manière générale financés en dehors des moyens prévus pour la CI ; 1 réponse précise que ce mode de financement doit être appliqué en vue de l'aide à la reconstruction.

L'aide à l'Ukraine doit être financée par d'autres ressources que le budget de la CI

	oui, pour tout (soutien et reconstruction)	oui, pour la reconstruction	non	sans indication
Cantons	BE, FR, GE, GL, NE, SO, ZH 7 (30%)	BS 1 (4%)	--	15 (66%)

2 cantons demandent qu'une base légale spécifique soit créée de manière générale pour l'aide à l'Ukraine.

Le soutien de l'Ukraine requiert une base légale spécifique

	oui, pour tout (soutien et reconstruction)	oui, pour la reconstruction	non	sans indication
Cantons	FR, NE 2 (9%)	--	--	21 (91%)

3.4.3 Question 3 : réponses des partis politiques

À la question « Soutenez-vous l'allocation des ressources proposée pour l'Ukraine ? », 2 partis répondent par l'affirmative et 1 parti (les Vert·e·s) par la négative. Les Vert·e·s rejettent la proposition de financement, car ils considèrent que les moyens prévus sont nettement insuffisants ; ils demandent à ce que les fonds pour l'Ukraine se montent au minimum à 5 milliards de francs.

Soutenez-vous l'allocation des ressources proposée pour l'Ukraine ?

	Oui	Non	sans indication
Partis	PLR, UDC 2 (29 %)	Les Vert·e·s 1 (14%)	4 (57 %)

5 partis indiquent qu'ils considèrent le soutien à l'Ukraine comme important, 1 d'entre eux estimant que ce soutien nécessite plus de moyens que ceux proposés.

Le soutien à l'Ukraine est jugé...

	important	important et nécessite plus de moyens	pas si important	sans indication
Partis	Centre, PLR, PVL, PSS, Centre-Jeunes 5 (71%)	Les Vert·e·s 1 (14%)	--	1 (14%)

5 partis sont d'avis que l'aide en faveur de l'Ukraine ne devrait pas se faire au détriment des autres régions et priorités.

L'aide à l'Ukraine ne doit pas se faire au détriment d'autres régions et priorités de la CI

	Oui	Non	sans indication
Partis	Centre, Les Vert·e·s, PVL, PSS, Centre-Jeunes 5 (71%)		2 (29%)

6 partis souhaitent que les moyens en faveur de l'Ukraine soient de manière générale financés en dehors des moyens prévus pour la CI ; 1 réponse (PLR) précise que ce mode de financement doit être appliqué en vue de l'aide à la reconstruction. Les Vert·e·s et le PSS demandent à ce que les moyens financiers en faveur de l'Ukraine soient assurés en dehors du cadre financier de la CI et comptabilisés comme des dépenses extraordinaires conformément à l'art. 15, al. 1, let. a, de la Loi sur les finances³. Le PVL plaide pour que ces fonds soient comptabilisés comme des besoins financiers exceptionnels selon l'art. 126, al. 3, de la Constitution fédérale⁴.

³ RS 611.0

⁴ RS 101

L'aide à l'Ukraine doit être financée par d'autres ressources que le budget de la CI

	oui, pour tout (soutien et reconstruction)	oui, pour la reconstruction	non	sans indication
Partis	Centre, Les Vert·e·s, PVL, PSS, Centre-Jeunes 5 (72%)	PLR 1 (14%)	UDC 1 (14%)	--

1 parti (Vert·e·s) demande qu'une base légale spécifique soit créée de manière générale pour l'aide à l'Ukraine ; 1 autre (PSS) demande qu'une base légale spécifique soit créée en vue de l'aide à la reconstruction.

Le soutien de l'Ukraine requiert une base légale spécifique

	oui, pour tout (soutien et reconstruction)	oui, pour la reconstruction	non	sans indication
Partis	Les Vert·e·s 1 (14 %)	PSS 1 (14 %)	--	5 (71 %)

3.4.4 Question 3 : réponses des associations

À la question « Soutenez-vous l'allocation des ressources proposée pour l'Ukraine ? », 3 associations répondent par l'affirmative et 3 par la négative.

Soutenez-vous l'allocation des ressources proposée pour l'Ukraine ?

	Oui	Non	sans indication
Associations	CCIG, economiesuisse, Swissmem 3 (27 %)	sgv, SBLV, SGB 3 (27 %)	5 (46 %)

4 associations indiquent qu'elles considèrent le soutien à l'Ukraine comme important, 3 d'entre elles estimant que ce soutien nécessite plus de moyens que ceux proposés.

Le soutien à l'Ukraine est jugé...

	important	important et nécessite plus de moyens	pas si important	sans indication
Associations	economiesuisse, SBLV, SBV, suisse.ing 4 (36 %)	SGB, Swissmem, Travail.Suisse 3 (27%)	--	4 (37%)

3 associations sont d'avis que l'aide en faveur de l'Ukraine ne devrait pas se faire au détriment des autres régions et priorités de la CI.

L'aide à l'Ukraine ne doit pas se faire au détriment d'autres régions et priorités de la CI

	Oui	Non	sans indication
Associations	SBLV, SGB, Travail.Suisse 3 (27 %)		8 (73 %)

2 associations souhaitent que les moyens en faveur de l'Ukraine soient de manière générale financés en dehors des moyens prévus pour la CI. Parmi elles, 1 association (USS) précise que les moyens financiers en faveur de l'Ukraine devraient être assurés en dehors du cadre financier de la CI et comptabilisés comme des dépenses extraordinaires conformément à l'art. 15, al. 1, let. a, de la Loi sur les finances⁵ ; 1 réponse précise que ce mode de financement doit être appliqué en vue de l'aide à la reconstruction.

⁵ RS 611.0

L'aide à l'Ukraine doit être financée par d'autres ressources que le budget de la CI

	oui, pour tout (soutien et reconstruction)	oui, pour la reconstruction	non	sans indication
Associations	SGB, Travail.Suisse 2 (18%)	SBLV 1 (9 %)	--	8 (73 %)

1 association demande qu'une base légale spécifique soit créée de manière générale pour l'aide à l'Ukraine, 1 autre demande qu'une base légale spécifique soit créée en vue de l'aide à la reconstruction.

Le soutien de l'Ukraine requiert une base légale spécifique

	oui, pour tout (soutien et reconstruction)	oui, pour la reconstruction	non	sans indication
Associations	SGB 1 (9%)	Travail.Suisse 1 (9 %)	--	9 82 %

3.4.5 Question 3 : réponses des autres milieux intéressés

À la question « Soutenez-vous l'allocation des ressources proposée pour l'Ukraine ? » :

- 1 commission répond par la négative (CC CI). La commission en question précise toutefois « *[Die BK-IZA] spricht sich jedoch grossmehrheitlich dagegen aus, dass die dafür vorgesehenen zusätzlichen Mittel zu Lasten des Rahmenkredits der IZA für die Jahre 2025–2028 gehen. (...) Eine Minderheit ist der Auffassung, dass die vorgeschlagene Integration und die Höhe des Ukrainekredits einen ausgewogenen Kompromiss zwischen entwicklungspolitischen Zielen und finanzpolitischen Gegebenheiten darstellt* » ;
- 2 organisations répondent par l'affirmative (Allianz Sicherheit Schweiz, SANTD) et 64 par la négative (dont Alliance Sud, foraus, oeku, Pro Natura, Terre des Hommes) ;
- 11 institutions académiques répondent par la négative (dont ETH4D, BFH, NADEL/CSS) ;
- 14 églises répondent par la négative ;
- 3 particuliers répondent également par la négative.

Soutenez-vous l'allocation des ressources proposée pour l'Ukraine ?

	Oui	Non	sans indication
Commissions	--	1 (33 %)	2 (67 %)
Organisations	2 (1 %)	64 (48 %)	68 (51 %)
Institutions académiques	--	11 (58 %)	8 (42 %)
Églises	--	14 (93 %)	1 (7 %)
Particuliers	--	3 (50 %)	3 (50 %)

Certains participants des autres milieux intéressés précisent aussi qu'ils considèrent le soutien à l'Ukraine comme important :

- 3 commissions ;
- 109 organisations (dont Allianz für eine ganzheitliche Sicherheitspolitik, AsyLex, Interpeace, SFR, Valais Solidaire), 64 d'entre elles estimant que ce soutien nécessite plus de moyens que ceux proposés (dont Caritas, DRR-CCA, foraus, Swissaid, Ukrainischer Verein) ;
- 12 institutions académiques indiquent également (dont IHEID, IPZ, Swissuniversities), 6 d'entre elles estimant que ce soutien nécessite plus de moyens que ceux proposés (dont BFH, CDE) ;
- 5 églises et 1 particulier, 2 d'entre eux estimant que ce soutien nécessite plus de moyens que ceux proposés.

Le soutien à l'Ukraine est jugé ...

	important	important et nécessite plus de moyens	pas si important	sans indication
Commissions	3 (100 %)	--	--	--
Organisations	45 (34 %)	64 (47 %)	--	26 (19 %)
Institutions académiques	6 (32 %)	6 (32 %)	--	7 (36 %)
Églises	5 (33 %)	1 (7 %)	--	9 (60 %)
Particuliers	1 (17 %)	1 (17 %)	--	4 (66 %)

Parmi les autres milieux intéressés, on trouve également des participants qui sont d'avis que l'aide en faveur de l'Ukraine ne devrait pas se faire au détriment des autres régions et priorités de la CI :

- 1 commission (CC CI) ;
- 114 organisations (dont ADF, Brücke Le Pont, FOSIT, IKRK, SRK, SwissFoundations, Zurich Foundation) ;
- 14 institutions académiques (dont Basel Institute on Governance, CDE, NADEL/CSS, Swissuniversities) ;
- 14 églises ;
- 4 particuliers.

L'aide à l'Ukraine ne doit pas se faire au détriment d'autres régions et priorités de la CI

	Oui	Non	sans indication
Commissions	1 (33 %)	--	2 (67 %)
Organisations	114 (84 %)	1 (1 %)	20 (15 %)
Institutions académiques	14 (74 %)	--	5 (26 %)
Églises	14 (93 %)	--	1 (7 %)
Particuliers	4 (67 %)	--	2 (33 %)

Parmi les autres milieux intéressés, il y a aussi des participants qui souhaitent que les moyens en faveur de l'Ukraine soient financés en dehors des moyens prévus pour la CI :

- 1 commission (CC CI) ;
- 102 organisations (dont Alliance Sud, foraus, oeku, Pro Natura, SANDT, Terre des Hommes) ;
- 12 institutions académiques (dont NADEL/CSS, SUPSI, Wyss Academy) ;
- 12 églises ;
- 4 particuliers.

L'aide à l'Ukraine doit être financée par d'autres ressources que le budget de la CI

	oui, pour tout (soutien et reconstruction)	oui, pour la reconstruction	non	sans indication
Commissions	1 (33%)	--	--	2 (67 %)
Organisations	102 (75 %)	2 (1 %)	--	31 (24 %)
Institutions académiques	12 (63%)	--	--	7 (37 %)
Églises	12 (80%)	--	--	3 (20 %)
Particuliers	4 (67%)	--	--	2 (33 %)

La création d'une base légale spécifique pour l'aide à l'Ukraine est également une demande des autres milieux intéressés :

- 1 commission (CC CI) souhaite qu'une base légale soit créée en vue de l'aide à la reconstruction, sur le modèle de la Loi fédérale sur la coopération avec les États d'Europe de l'Est : «*Für den Wiederaufbau empfehlen wir dem Bundesrat daher die Schaffung einer neuen Gesetzesgrundlage und darauf aufbauend eines neuen, zusätzlichen Rahmenkredits nach dem Modell des früheren Rahmenkredits zur Weiterführung der Zusammenarbeit mit den Staaten Osteuropas*⁶ » ;
- 41 organisations souhaitent une base légale de manière générale pour l'aide à l'Ukraine (dont Alliance Sud, Fastenaktion, HEKS, swisspeace) et 24 organisations souhaitent une base légale en vue de l'aide à la reconstruction (dont Caritas, DRR-CCA, foraus, Plattform Agenda 2030) ;
- 2 institutions académiques souhaitent une base légale de manière générale pour l'aide à l'Ukraine (Ethi22, SwissTPH) et 3 autres souhaitent une base légale en vue de l'aide à la reconstruction (NADEL/CSS, SSPH+, Wyss Academy) ;
- 4 églises souhaitent une base légale de manière générale pour l'aide à l'Ukraine et 1 autre souhaite une base légale en vue de l'aide à la reconstruction ;
- 3 particuliers souhaitent une base légale de manière générale pour l'aide à l'Ukraine et 2 autres souhaitent une base légale en vue de l'aide à la reconstruction.

Le soutien de l'Ukraine requiert une base légale spécifique

	oui, pour tout (soutien et reconstruction)	oui, pour la reconstruction	non	sans indication
Commissions	--	1 (33 %)	--	2 (67 %)
Organisations	40 (30 %)	24 (18 %)	--	70 (52 %)
Institutions académiques	2 (10%)	3 (16 %)	--	14 (74 %)
Églises	4 (27%)	1 (6 %)	--	10 (67 %)
Particuliers	3 (50%)	2 (33 %)	--	1 (17 %)

3.5 Autres commentaires

Outre les commentaires relatifs aux questions posées, les participants ont également spontanément commenté les modalités de travail et le cadre financier.

⁶ RS 974.1

Modalités de travail (graphique 13)

Concernant les modalités de travail, 65 réponses (30 %) commentent la collaboration avec le *secteur privé*. Pour 15 participants (7 %), elle est importante (dont 1 parti [PLR], 1 association [suisse.ing] et 2 commissions [CC CI, CNS-FAO]) ; pour 45 participants (21 %), elle devrait être précisée (dont 1 parti [PSS] et 1 association [USS]) ; finalement 5 participants (2 %) souhaiteraient qu'un poids plus important soit accordé au secteur privé dans la stratégie CI 2025–2028 (dont 1 association [economiesuisse]).

62 participants (28 %) souhaitent que les *interactions* entre les objectifs soient plus clairement explicitées (dont 4 cantons [BS, FR, TI, ZH], 1 parti [Vert·e·s] et 2 associations [USS, Travail.Suisse]). 59 participants (27 %) souhaitent une plus grande *cohérence des politiques* (dont 3 partis [Le Centre, Vert·e·s, PSS], 1 association [Travail.Suisse] et 1 commission [CC CI]), notamment entre les politiques commerciale, fiscale, financière et climatique de la Suisse.

47 avis (22 %) soulignent l'importance de l'engagement au niveau *local* (dont 1 parti [PLR] et 2 commissions [CC CI, CNS-FAO]). La *collaboration avec les ONG* a été mentionnée dans 46 avis (21 %) : elle est considérée comme importante par 34 participants (16 %) (dont 1 parti [PSS] et 1 commission [CC CI]) ; pour 7 participants (3 %), cette collaboration devrait être précisée (dont 1 parti [PLR]) ; pour 4 autres (2 %), elle devrait être renforcée (dont 1 canton [GE]) ; pour 1 parti (UDC), cette collaboration devrait être diminuée. 43 participants (20 %) estiment également que la CI de la Suisse doit s'inscrire de manière plus claire dans le *cadre de l'Agenda 2030* de l'ONU (dont 1 parti [Vert·e·s] et 1 commission [CC CI]).

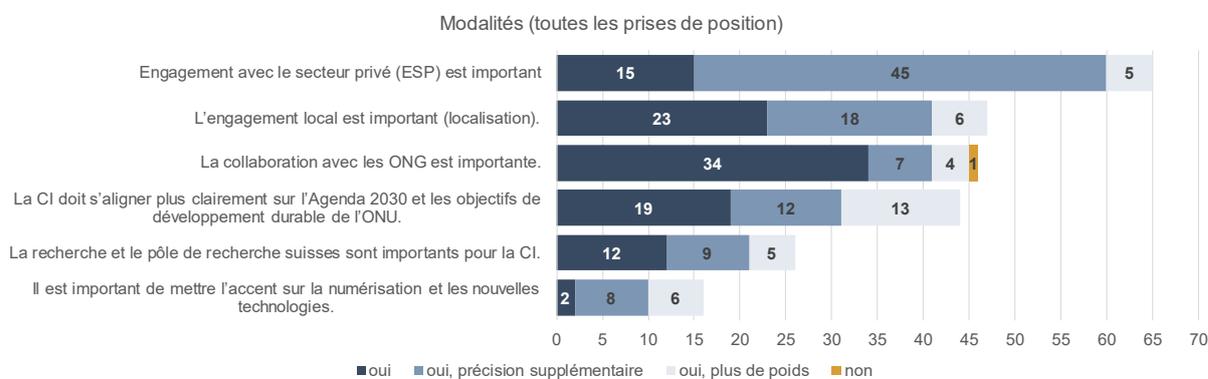
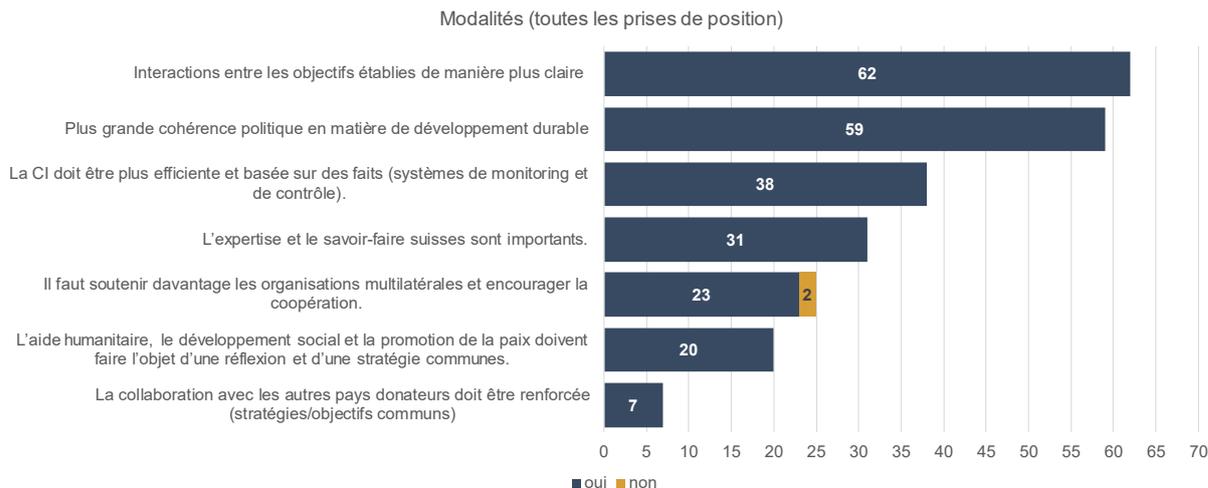
L'importance d'avoir une *CI efficiente et basée sur des faits* est un point mentionné par 38 participants (17 %) (dont 2 cantons [SO, ZH], 5 partis [Le Centre, PLR, PVL, UDC, JDC], 2 associations [economiesuisse, suisse.ing] et 1 commission [CC CI]).

31 participants (14 %) souhaitent que *l'expertise suisse*, publique et privée, soit encore mieux mise à profit (dont 3 cantons [BE, JU, VD], 1 parti [PLR] et 1 commission [CC CI]). 26 participants (12 %) soulignent le rôle important que joue la *recherche suisse* dans la CI (dont 2 cantons [BS, GE] et 2 commissions [CC CI, CNS-FAO]) ; pour 9 d'entre eux, ce rôle devrait être précisé et pour 5 autres il devrait être renforcé.

23 participants (11 %) considèrent comme importante la collaboration avec les *organisations multilatérales* (dont 2 cantons [GE, VD], 3 partis [Le Centre, PLR, PSS] et 1 commission [CC CI]). 7 participants (3 %) souhaitent une plus grande collaboration avec les *autres pays donateurs* (dont 2 cantons [SO, TG], 1 parti [PLR] et 1 commission [CC CI]).

L'importance du *nexus* entre l'aide humanitaire, la coopération au développement et la promotion de la paix a été soulignée par 20 participants (9 %) (dont 1 commission [CC CI]).

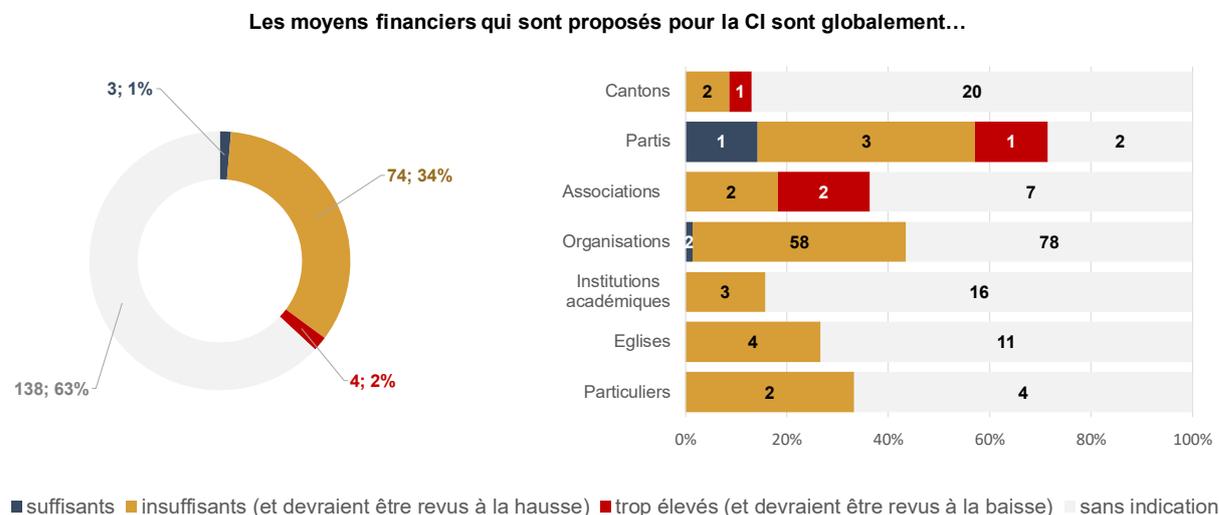
La nécessité de prendre en compte la *digitalisation et les nouvelles technologies* a été soulignée par 16 participants (7 %) (dont 1 parti [PLR] et 1 commission [CC CI]).



Graphique 13

Cadre financier

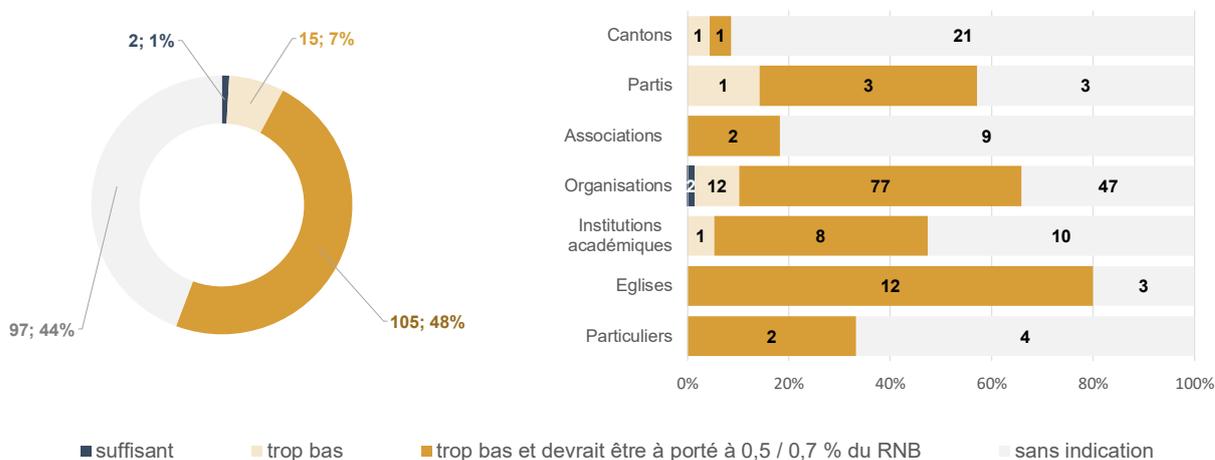
Les participants ont spontanément abordé la question du cadre financier : 81 (37 %) se sont exprimés sur le montant proposé et 122 (56 %) sur la part d'APD/RNB. S'exprimant sur le montant proposé, 74 participants (34 %) estiment que *le montant proposé* est trop bas (dont 2 cantons [BS, NE], 3 partis [Vert·e·s, PVL, PSS] et 1 commission [CC CI]) ; 3 participants (1 %) le jugent suffisant (dont 1 parti [PLR]) et 4 participants (2 %) estiment que ce montant est trop important (dont 1 canton [OW] et 1 parti [UDC]). Ce parti demande à ce que le budget de la CI soit diminué à 2 milliards de francs par année (graphique 14).



Graphique 14

S'exprimant sur la part d'APD/RNB, 105 participants (48 %) demandent à ce que le *taux d'APD/RNB* soit augmenté à 0,5 % ou 0,7 % (dont 1 canton [BS] et 3 partis [Vert·e·s, PVL, PSS]) ; 15 (7 %) estiment qu'il est trop bas (dont 1 canton [FR] et 1 parti [Le Centre]) et 2 (1 %) jugent le taux d'APD prévu suffisant (*graphique 15*).

Le taux d'aide publique au développement (APD) fixé à 0,36 % du revenu national brut (RNB) est...



Graphique 15

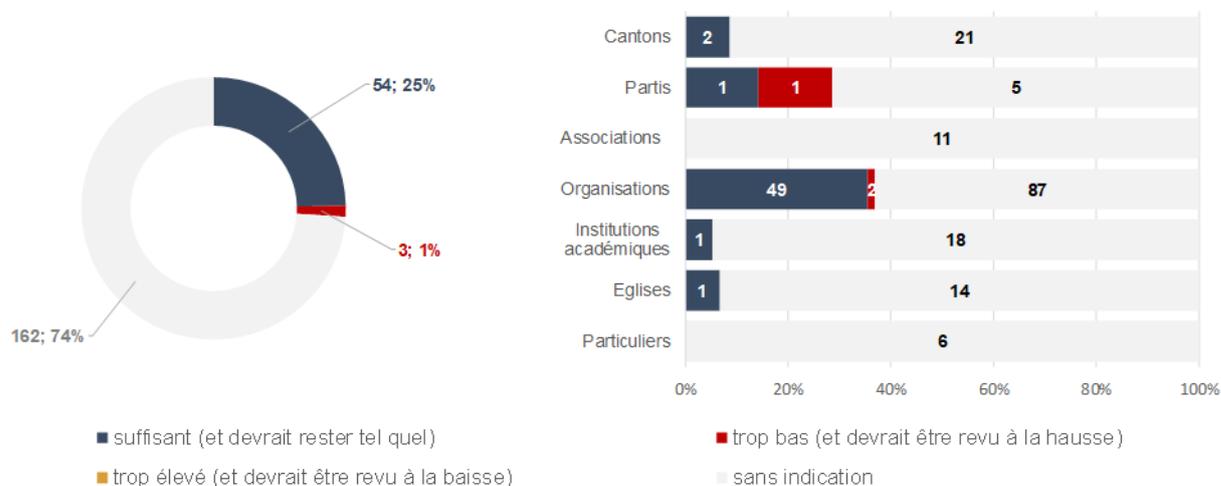
90 participants (41 %) souhaitent une focalisation accrue sur les *pays les moins avancés* (PMA) (dont 5 cantons [BS, FR, NE, TG, ZH], 2 partis [PVL, PSS] et 2 associations [USS, Travail.Suisse]) et demandent que la Suisse se fixe comme objectif d'atteindre le taux d'APD de 0,2 % pour les PMA. Dans ce contexte, 44 réponses (20 %) proposent d'utiliser les fonds prévus pour le Maroc dans les PMA.

99 avis (45 %) demandent une plus grande *transparence* dans la présentation de *l'allocation des moyens financiers* par région (dont 6 cantons [AI, BS, FR, GE, NE, TI], 2 partis [Vert·e·s, PVL], 2 associations [USS, Travail.Suisse] et 1 commission [CC CI]).

Objectifs financiers internationaux en matière de climat

La contribution de la CI aux objectifs financiers internationaux en matière de climat et de biodiversité a été abordée spontanément par 57 participants (26 %). 54 avis exprimés (25 %) estiment que *le financement proposé dans le cadre* de la stratégie CI 2025–2028, à savoir 400 millions de francs par année, ne doit pas être modifié (dont 2 cantons [BE, FR] et 1 parti [Vert·e·s]) ; 3 participants estiment que ce montant est trop bas (dont 1 parti [PVL]) et 2 le jugent trop élevé (dont 1 commission [CC CI]) (*Error! Reference source not found.6*).

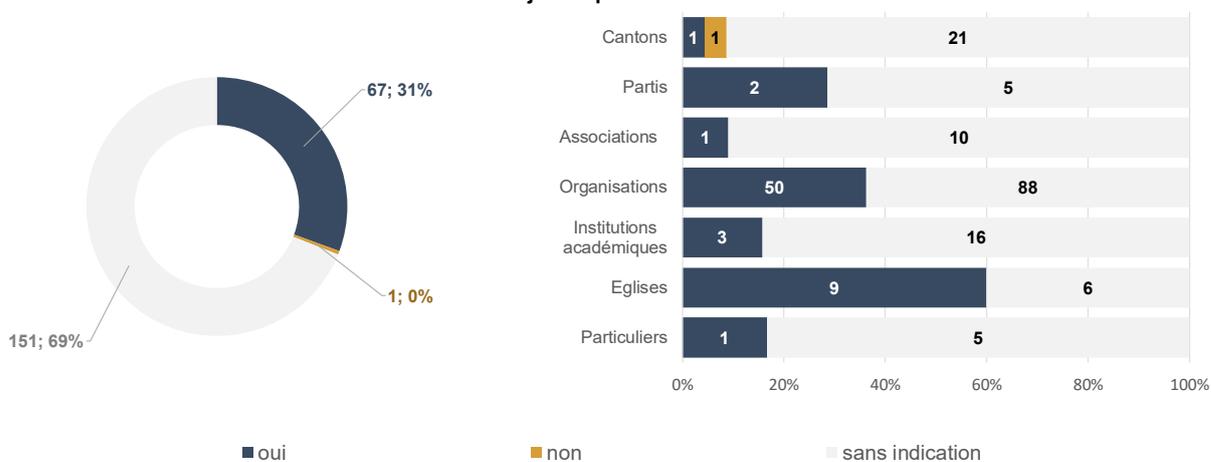
Le montant de 400 millions de francs proposé pour la contribution de la CI dans les domaines du climat et de la biodiversité est...



Graphique 16

67 participants (31 %) estiment que cette *contribution ne doit pas se faire au détriment des objectifs constitutionnels de la CI* (dont 1 canton [BE], 2 partis [Vert·e·s, PSS] et 1 association [Travail.Suisse]) (graphique 17).

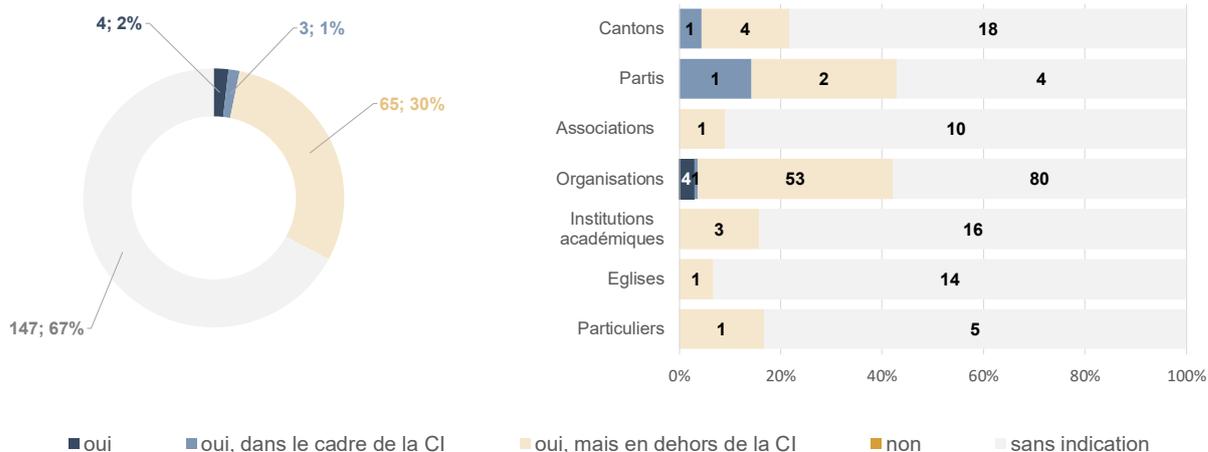
La contribution de la CI dans les domaines du climat et de la biodiversité ne doit pas se faire au détriment d'autres objectifs prioritaires.



Graphique 17

72 participants (33 %) considèrent que le montant de 400 millions de francs par année sera *insuffisant pour répondre aux engagements internationaux de la Suisse* et qu'il sera nécessaire de trouver des options, soit en *dehors de la CI* pour 65 participants (30 %) (dont 4 cantons [BE, FR, GE, NE], 2 partis [Vert·e·s, PSS] et 1 commission [CC CI]) ou dans *le cadre de la CI* pour 3 d'entre eux (1 %) (dont 1 canton [BL] et 1 parti [PVL]) (graphique 18).

Des moyens plus importants devraient être alloués dans les domaines du climat et de la biodiversité.

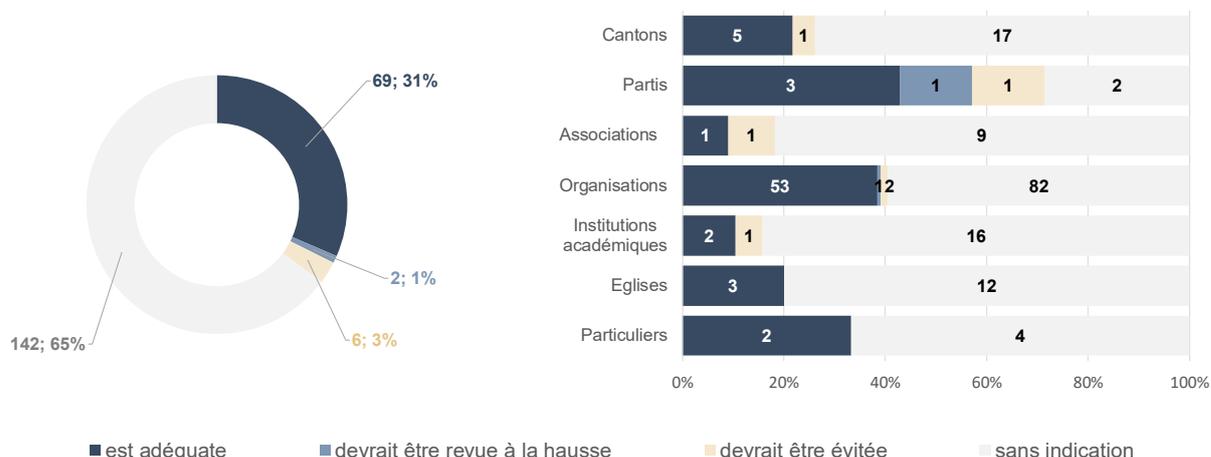


Graphique 18

Budget de l'aide humanitaire

Une autre question financière abordée spontanément est la proposition d'augmenter le budget de l'aide humanitaire. 71 avis (32 %) jugent cette *augmentation comme fondée* (dont 5 cantons [GE, TG, TI, UR, VD], 3 partis [PLR, Vert·e·s, PVL], 1 association [Travail.Suisse] et 1 commission [CC CI]) ; 6 (3 %) estiment au contraire que le budget alloué à l'aide humanitaire *ne devrait pas être augmenté* (dont 1 canton [AI], 1 parti [UDC] et 1 association [usam]) (graphique 19).

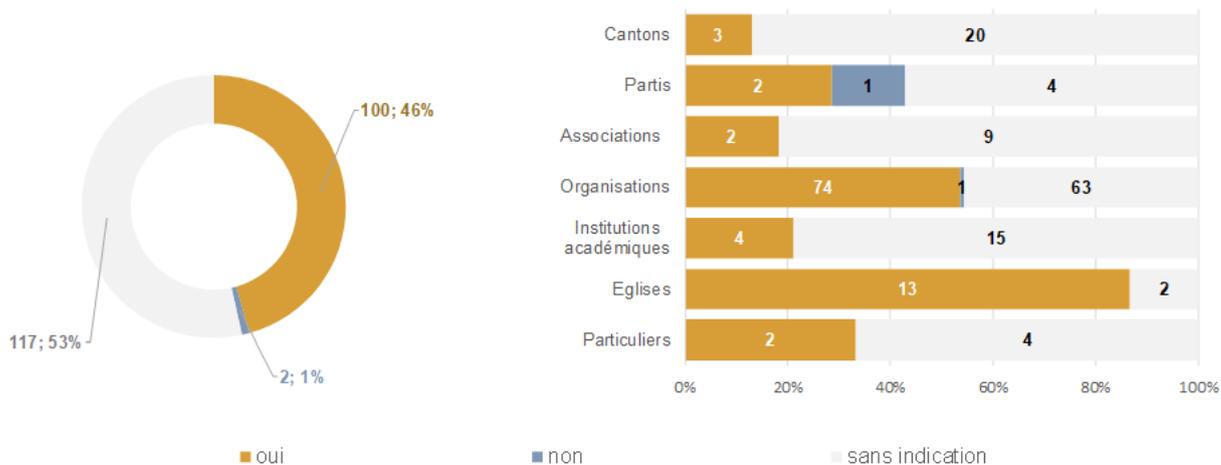
L'augmentation du budget de l'aide humanitaire...



Graphique 19

99 participants (45 %) estiment que cette augmentation ne devrait pas se faire au détriment de la coopération bilatérale au développement (dont 3 cantons [BS, FR, NE], 2 partis [Le Centre, Vert·e·s], 2 associations [USS, Travail.Suisse] et 1 commission [CC CI]) ; 1 parti (UDC) estime que cette augmentation, si elle devait être nécessaire, devrait être compensée au sein du budget de la CI (graphique 20).

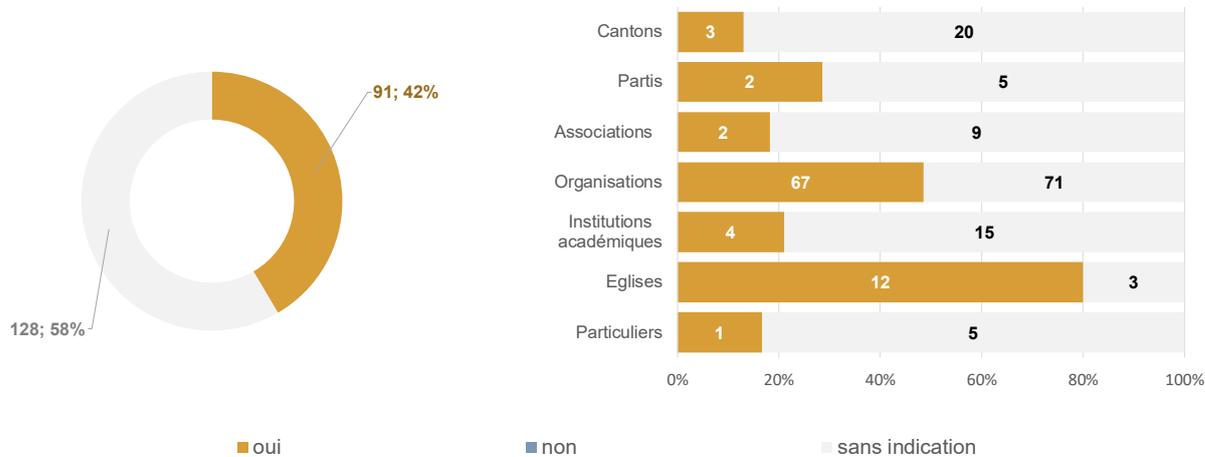
Le développement de l'aide humanitaire ne doit pas se faire au détriment de la coopération au développement à long terme



Graphique 20

Pour 91 participants (42 %), cette augmentation devrait être financée au *moyen de crédits supplémentaires* (dont 3 cantons [FR, GE, NE], 2 partis [Le Centre, Vert·e·s] et 2 associations [USS, Travail.Suisse]) (graphique 21).

L'augmentation du budget de l'aide humanitaire devrait être financée au moyen de crédits supplémentaires.



Graphique 21

Annexe : liste des participants à la consultation

° participants avec lesquels des parlementaires ont des liens déclarés (selon listes disponibles en septembre 2023 sur www.parlement.ch > Accès direct > Registre des intérêts CN / Registre des intérêts CE) 2024–2028

* organisations ayant reçu un financement de la CI (DDC, DPDH, ou SECO) en 2023

Cantons (23)

- | | |
|--|---|
| 1. Staatskanzlei des Kantons Zürich | 13. Ratskanzlei des Kantons Appenzell Innerrhoden |
| 2. Staatskanzlei des Kantons Bern | 14. Staatskanzlei des Kantons St. Gallen |
| 3. Staatskanzlei des Kantons Luzern | 15. Standeskanzlei des Kantons Graubünden |
| 4. Standeskanzlei des Kantons Uri | 16. Staatskanzlei des Kantons Aargau |
| 5. Staatskanzlei des Kantons Obwalden | 17. Staatskanzlei des Kantons Thurgau |
| 6. Staatskanzlei des Kantons Nidwalden | 18. Cancelleria dello Stato del Cantone Ticino |
| 7. Staatskanzlei des Kantons Glarus | 19. Chancellerie d'État du Canton de Vaud |
| 8. Staatskanzlei des Kantons Zug | 20. Chancellerie d'État du Canton du Valais |
| 9. Chancellerie d'État du Canton de Fribourg | 21. Chancellerie d'État du Canton de Neuchâtel |
| 10. Staatskanzlei des Kantons Solothurn | 22. Chancellerie d'État du Canton de Genève |
| 11. Staatskanzlei des Kantons Basel-Stadt | 23. Chancellerie d'État du Canton du Jura |
| 12. Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft | |

Partis politiques représentés à l'Assemblée fédérale (7)

Partis politiques (6)

- | | |
|-------------------------------|-------------------------------------|
| 1. Le Centre | 4. Parti vert'libéral Suisse PVL |
| 2. PLR. Les Libéraux-Radicaux | 5. Union démocratique du Centre UDC |
| 3. Les VERT-E-S suisses | 6. Parti socialiste suisse PSS |

Parti politique - Jeunes (1)

1. Jeunes du Centre (JDC)

Associations faitières de l'économie qui œuvrent au niveau national (6)

- | | |
|--|--|
| 1. economiesuisse° | 4. Union suisse des paysans (USP) / Schweizerischer Bauernverband (SBV)° |
| 2. Union suisse des arts et métiers (usam) / Schweizerischer Gewerbeverband (sgv)° | 5. Union syndicale suisse (USS) / Schweizerischer Gewerkschaftsbund (SGB)° |
| 3. Union patronale suisse (UPS) / Schweizerischer Arbeitgeberverband (SAV)° | 6. Travail.Suisse° |

Autres intéressés et organisations (183)

Organisations (138)

a. Commissions extraparlémentaires (3)

1. Commission consultative de la coopération internationale (CC CI) / Beratende Kommission für internationale Zusammenarbeit (BK IZA)
2. Commission suisse pour l'UNESCO (CSU) / Schweizerische UNESCO-Kommission (SUK)°
3. Comité national suisse de la FAO (CNS-FAO) / Schweizerisches Nationales FAO-Komitee (CNS-FAO)

b. ONG, fondations et associations de particuliers (135)

- | | |
|---|-------------------|
| 1. ADES Solaire | 3. Alliance F*° |
| 2. AGILE.CH - Die Organisationen von Menschen mit Behinderungen | 4. Alliance Sud*° |

5. Allianz für eine ganzheitliche Sicherheitspolitik
6. Allianz Sicherheit Schweiz°
7. Armée du Salut
8. Association suisse de politique étrangère (SGA ASPE)°
9. Associazione Chajra Runaj Masis
10. Atma
11. Biovision*°
12. BirdLife Schweiz°
13. Brücke Le Pont*
14. Caritas Schweiz*°
15. Centre ecologique Albert Schweizer (CEAS)*
16. CH++
17. Christliche Sozialbewegung KAB-Schweiz
18. Christlicher Friedensdienst (CFD)
19. Christoffel Blindenmission (CBM)*
20. Chryzolid
21. cinfo - Schweizer Kompetenzzentrum der internationalen Zusammenarbeit*
22. Comundo°
23. Coopération Globale
24. COOPI Suisse*
25. CyberPeace Institute
26. Drugs for Neglected Diseases initiative (DNDi)*
27. E-Changer
28. ECOPOP - Vereinigung für Umwelt und Bevölkerung
29. EcoSolidar
30. Enfants du monde*
31. Evangelische Frauen Schweiz (EFS)
32. Everybody Needs Water
33. Fairmed°
34. Fastenaktion*°
35. Fédération genevoise de coopération (FGC)*
36. Fédération Interjurassienne de Coopération et de Développement (FICD)*
37. Fédération vaudoise de coopération (FEDEVACO)*
38. Federazione delle ONG della Svizzera italiana (FOSIT)*
39. Films for Future
40. Foraus - Forum Aussenpolitik*
41. Forum für Menschenrechte in Israel und Palästina (Forum-ISR/PSE)
42. Foundation for Innovative New Diagnostic (FIND)*
43. Friends of Education
44. Geneva Global Hub for Education in Emergencies (EiEHub)
45. Global Aid Network (GAIN)
46. Global Antibiotic Research and Development Partnership (GARDP)*
47. Greenpeace Schweiz
48. Helvetas*°
49. Hilfswerk der Evangelischen Kirchen der Schweiz (HEKS)*
50. Hochkommissariat der Vereinten Nationen für Flüchtlinge (UNHCR)
51. Horyzon
52. IAMANEH - International Association for Maternal and Neonatal Health Schweiz*
53. ICT4Peace Foundation*
54. Independent Development Experts Association aidrating (IDEAS)
55. Institut interdisciplinaire d'éthique et des droits de l'homme, Université de Fribourg / Plateforme Dignité et Développement (PDD)
56. Interaction - Dachverband christlicher Entwicklungsorganisationen*°
57. Inter-Agire
58. International Blue Cross (IBC)°
59. Internationales Komitee vom Roten Kreuz (IKRK)*
60. Interpeace*
61. Jethro-Suisse
62. Jumpstart Switzerland
63. King Zollinger & Co. Advisory Services
64. Kirchen für die Umwelt (oeku)
65. Klima-Allianz Schweiz
66. Kommission für Forschungspartnerschaften mit Entwicklungsländern (KFPE)*
67. Kooperationsgemeinschaft KoGe - Dachverband von neun Mitgliedsorganisationen aus dem reformierten Umfeld der Schweiz*
68. Kwa Wazee Switzerland
69. Legal advice for asylum seekers (AsyLex)°
70. Lepra Mission Schweiz
71. Max-Havelaar-Stiftung Schweiz
72. Médecins du Monde Suisse*
73. Médecins sans frontières (MSF)*
74. Medicines for Malaria Venture (MMV)*
75. mediCuba*
76. Medicus Mundi Schweiz*
77. Mission 21 - Evangelisches Missionswerk Basel
78. Miva°
79. Netzwerk für Nachhaltigkeitslösungen Schweiz (SDSN)
80. NIRAS Schweiz*
81. Olivenöl aus Palästina

- | | |
|---|---|
| 82. Organisation Association suisse pour les droits des femmes (ADF) | 110. Swiss Alliance against Neglected Tropical Diseases (SANTD)* |
| 83. Organisation Schweizerisches Unterstützungskomitee für die Sahraouis (SUKS) | 111. Swiss Malaria Group* |
| 84. Peace Brigades International Schweiz (PBI)* | 112. Swiss Network for Education & International Cooperation (RECI) |
| 85. Peace Watch Switzerland | 113. Swiss NGO Disaster Risk Reduction and Climate Change Adaptation (DRR-CCA) |
| 86. Plattform Agenda 2030 | 114. Swiss Sustainable Finance (SSF)* |
| 87. post Beijing Schweiz | 115. Swiss Water Partnership (SWP)* |
| 88. Pour Demain | 116. Swissaid*° |
| 89. Pro Madagascar | 117. Swisscontact* |
| 90. Projet CPT Congo | 118. SwissFoundations |
| 91. Pro Natura° | 119. TearFund Schweiz° |
| 92. Public Health Schweiz (PublicHealth)° | 120. Terres des Hommes (Terre des Hommes)* |
| 93. Réponse Handicap International Suisse* | 121. Terres des Hommes (Terre des Hommes), Perspektiven für Jugendliche* |
| 94. Rotarian Action Group for Reproductive Maternal and Child health (RMCH) | 122. transfair |
| 95. Save the Children* | 123. Ukrainischer Verein in der Schweiz |
| 96. Save the People International Child (SAPI) | 124. UN Global Compact Network Switzerland (GCNS)* |
| 97. Schweizer Forum für Berufsbildung und Internationale Zusammenarbeit (FoBBIZ)* | 125. UNICEF - Kinderhilfswerk der Vereinten Nationen* |
| 98. Schweizerische Flüchtlingshilfe (SFH) | 126. Unité - Schweizerischer Verband für Personelle Entwicklungszusammenarbeit* |
| 99. Schweizerische Friedensstiftung (swisspeace)*° | 127. Valais Solidaire* |
| 100. Schweizerischer Friedensrat (SFR) | 128. Verein Grüner Fisch |
| 101. Schweizerischer Katholischer Frauenbund (SKF) | 129. Vétérinaires Sans frontières Suisse (VSF)* |
| 102. Schweizerisches Arbeiterhilfswerk (SAH)° | 130. Vivamos Mejor*° |
| 103. Schweizerisches Rotes Kreuz (SRK)* | 131. Women in Development Switzerland (WIDE) |
| 104. Sensability - Expertise für Inklusion | 132. Women's Hope* |
| 105. Sexuelle Gesundheit Schweiz° | 133. World Vision° |
| 106. Socialità Lugano | 134. World Wide Fund for Nature Schweiz (WWF)* ° |
| 107. Solidar Suisse*° | 135. Zurich Foundation |
| 108. SolidarMed* | |
| 109. Stopdesert | |

Secteur privé et associations d'entreprises (5)

- | | |
|---|--|
| 1. Autorinnen und Autoren der Schweiz (A*dS) | 2. Chambre de commerce de l'industrie et des services de Genève (CCIG) |
| 3. Schweizerischer Bäuerinnen- und Landfrauenverband (SBLV) | 5. Swissmem - Verband der Schweizer Tech-Industrie |
| 4. suisse.ing | |

Milieus académiques / scientifiques (19)

- | | |
|--|--|
| 1. Basel Institute on Governance* | 8. Geneva Centre for Philanthropy, Université de Genève (GCP) |
| 2. Berner Fachhochschule (BFH)°* | 9. Geneva Graduate Institute of International and Development Studies (IHEID)* |
| 3. Centre for Development and Environment, Universität Bern (CDE)* | 10. Institut für Politikwissenschaft, Universität Zürich (IPZ) |
| 4. ETH Department of Environmental Systems Science (ETH D-USYS)* | 11. Institut für Sozialethik Zürich (Ethik22) |
| 5. ETH NADEL Center for Development and Cooperation / CSS* | 12. Pädagogische Hochschule Zürich (PHZH)* |
| 6. ETH Zürich for Development (ETH4D)* | |
| 7. ETH-Rat* | |

- | | |
|--|--|
| 13. Schweizerischer Nationalfonds (SNF)* | 17. Swissuniversities - Konferenz der Rektorinnen und Rektoren der schweizerischen Hochschulen |
| 14. Scuola Universitaria Professionale della Svizzera Italiana (SUPSI) | 18. University hospitals of Geneva, Division of Tropical and Humanitarian Medicine (SMTH) |
| 15. Swiss School of Public Health (SSPH+) | 19. Wyss Academy for Nature, Universität Bern* |
| 16. Swiss Tropical and Public Health Institute (SwissTPH) ^o | |

Églises et services ecclésiastiques (15)

- | | |
|--|--|
| 1. Reformierter Kirchenbezirk Bern-Stadt | 9. Evangelisch-reformierte Landeskirche des Kantons Zürich |
| 2. Reformierte Kirche Burgdorf | 10. Evangelisch-reformierte Landeskirche Zürich |
| 3. Evangelisch-Reformierte Landeskirche des Kantons Glarus | 11. Evangelisch-reformierte Landeskirche des Kantons St. Gallen |
| 4. Reformierte Kirchgemeinde Heiliggeist Bern | 12. Evangelisch-reformierte Kirche Schweiz (EKS) |
| 5. Evangelisch-reformierte Kirchgemeinde bernisch und freiburgisch Kerzers (KircheKerzers) | 13. Fachstelle OeME der reformierten Kirchen Bern, Jura, Solothurn |
| 6. Reformierte Kirchgemeinde Meiringen | 14. Reformierte Kirchgemeinde Thurnen |
| 7. Reformierte Kirchgemeinde Roggwil | 15. Reformierte Kirchgemeinde Bern-Bümpliz |
| 8. Reformierte Kirchgemeinde Wichtrach | |

Particuliers (6)

- | | |
|----------------------------------|-------------------|
| 1. Fässler Martin | 4. Itty Pradeep |
| 2. Gfeller Daniele | 5. Schmid Herbert |
| 3. Gurtner Bruno et Hofer Walter | 6. Gasser Mirjam |